

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 498 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 498
Nov.-Déc.-2010-Janv.-Fév.2011
47^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Solidarité avec la révolte des jeunes et des prolétaires d'Algérie !
- Vive la révolte de la jeunesse prolétarienne de Tunisie et d'Algérie
- L'Egypte en flammes
- Sahara Occidental: Massacre à Gdaim Isikpor
- Espagne: La réquisition des contrôleurs aériens montre ce que la bourgeoisie réserve aux prolétaires en lutte
- Italie: Victoire du référendum patronal chez FIAT
- Luttés étudiantes en Grèce, Grande-Bretagne, Italie

CÔTE D'IVOIRE

Gbagbo, Ouattara et l'impérialisme français sont des ennemis des masses et des prolétaires ivoiriens

Depuis les élections présidentielles de la fin de l'année dernière la Côte d'Ivoire, ancienne colonie française de 20 millions d'habitants, a deux présidents qui prétendent tous deux être les représentants de la souveraineté populaire démocratiquement exprimée dans les urnes: Alassane Ouattara a été désigné vainqueur des élections par la Commission électorale et la «communauté internationale» (lire: les impérialismes occidentaux), tandis que Laurent Gbagbo l'a été par la Cour constitutionnelle, après que celle-ci ait annulé une partie des résultats pour «fraude électorale», son soutien jusqu'ici le plus solide étant l'armée.

Face à un Ouattara qui a été pendant de nombreuses années un haut fonctionnaire du FMI et qui appelle ouvertement à une intervention militaire étrangère pour écarter Gbagbo, ce dernier a beau jeu pour mobiliser en sa faveur une partie de la population en jouant la carte de l'anti-impérialisme et de la résistance populaire à un complot de la France et des Etats-Unis.

Mais en réalité l'ancien opposant de gauche au régime autoritaire de Houphouët-Boigny qui l'avait emprisonné au début des années 70, jeté à nouveau en prison en 1992 par Ouattara, alors premier ministre, et dont le parti est toujours membre de l'«Internationale Socialiste», n'est, pas plus que ses confrères internationaux, un défenseur des exploités, ou un adversaire des impérialistes. Les intérêts de ceux-ci n'ont pas du tout eu à souffrir de son accession au pouvoir; par exemple le milliardaire français Bolloré (célèbre pour avoir prêté son yacht à Sarkozy) a réalisé d'importants investissements (il a en particulier obtenu la concession du port à conteneurs d'Abidjan) dans le pays, et c'est une société appartenant à son groupe qui a réalisé la campagne publicitaire de Gbagbo pour les élections présidentielles (1). Gbagbo lui-même déclarait en mai 2008 « il faut quand même que les gens sachent que dans tous les grands choix que nous avons opérés, ce sont les entreprises françaises que nous avons choisies » (2).

(Suite en page 3)

Egypte, Tunisie, Algérie...

Les mobilisations de masse peuvent faire tomber les gouvernements, mais la domination capitaliste ne sera menacée que par la lutte de classe prolétarienne, indépendante et internationaliste

La vague d'émeutes sociales qui a déferlé sur les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à partir du mois de décembre dernier a fait vaciller les palais gouvernementaux de Tunis, du Caire et d'Alger ou de Saana; ses effets loin d'être terminés sur les autres pays du vaste monde arabe tandis que ses retombées sont redoutées dans les chancelleries des grands pays impérialistes, à Washington, Londres, Paris, Rome...

La crise économique qui a frappé les grands pays capita-

listes à partir de 2008 et qui continue à avoir sur eux des conséquences de grande ampleur, ne pouvait pas ne pas se faire ressentir encore plus fortement sur les pays de la périphérie impérialiste: augmentation du chômage, misère croissante des couches petites-bourgeoises (petits paysans, artisans, commerçants, etc.). Et la périphérie immédiate des pays impérialistes européens est constituée par les pays riverains de la Méditerranée.

Au cours des décennies précédentes des masses de prolétaires chassés par la misère, le chômage, la répression, sont parties de la rive méridionale de la Méditerranée; par groupes de dizaines ou de centaines de personnes, cette véritable armée de prolétaires migrants a atteint les rivages de Grèce, d'Espagne et d'Italie, pour gagner ensuite par des moyens de fortune la France, l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne. Depuis toujours, les très civilisés pays européens, dont les constitutions aux idéaux «républicains» sont remplies de paroles solennelles sur les «droits de l'homme», le «droit au travail», le droit à la vie et à la dignité, ont traité les travailleurs immigrés comme des bêtes: désignés comme des délinquants en puissance, soumis à des harcèlements policiers, surexploités et sous-payés, mais également indispensables à la croissance économique de l'opulente Europe à condition de rester soumis aux règles discriminatoires par lesquelles les bourgeoisie européennes administrent les flux migratoires.

Frères de classe, prolétaires sans patrie, membres d'une classe qui est partout exploitée par le capital, qu'elle soit employée de façon plus ou moins temporaire dans le «mon-

de du travail» ou qu'elle se rejoigne la masse des chômeurs, augmentant ainsi la pression sur les salaires des travailleurs employés, qu'il soient autochtones ou immigrés, aujourd'hui les prolétaires en Egypte, en Tunisie, en d'Algérie, ne fuient plus la misère, mais la font éclater, pleins de colère et de détermination, dans les rues des principales villes de leurs pays. Et demain ce sera le tour des rues des villes européennes, dans une lutte unie des prolétaires de toutes les nationalités contre l'ennemi de classe, la bourgeoisie qui domine des deux côtés de la Méditerranée.

Mais les assauts que lancent les prolétaires et les masses déshéritées des pays arabes contre les palais gouvernementaux à des répercussions plus lointaines encore, jusque aux Etats-Unis. La bourgeoisie impérialiste la plus puissante du monde tient en effet les fils du pouvoir dans les pays les plus importants de la région, Israël, L'Egypte, l'Arabie Saoudite; avec lesquels des rapports d'alliance et d'intérêts mutuels très forts ont été tissés; toute menace sur la stabilité des ces pays, est une menace sur les intérêts américains dans cette région d'importance primordiale pour eux, ne serait-ce que pour le pétrole du Moyen-Orient.

C'est pourquoi les révoltes de ces derniers mois, au delà des objectifs immédiats que se sont donnés les manifestants (renversement des gouvernements voleurs et corrompus, fin des régimes policiers, du travail et du pain pour tous), portent en elles des dangers bien plus sérieux pour les classes dominantes locales et celles des pays impérialistes impliqués dans la région.

En Tunisie, la colère était telle qu'elle a poussé des dizaines de milliers de manifestants à affronter à visage découvert et à mains nues les tueurs de la police et des services spéciaux de Ben Ali. Le mouvement de révolte des masses prolétariennes et paysannes précipitées dans la misère, dans sa spontanéité immédiate et laïque, non réprimé par l'islamisme, a été si important qu'en dépit d'une répression bestiale, il a réussi à provoquer la fuite du «raïs» tunisien. Ce résultat a coûté des centaines de morts et de blessés, mais le système économique et politique sur lequel s'appuyait le pouvoir du clan de Ben Ali n'a pas disparu, bien au contraire. Le mouvement de révolte contre un groupe de dirigeants qui volaient à pleines mains, réclamait la démocratie et le pain!

(Suite en page 2)

KARL MARX

LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE

En février 1848, quelques jours d'insurrection des prolétaires à Paris suffirent pour chasser le «roi bourgeois» venu au pouvoir après les journées révolutionnaires de juillet 1830. Pendant les dix-huit ans de ce règne de Louis-Philippe, un groupe de financiers et d'affairistes mit l'économie du pays en coup réglée, suscitant la colère croissante parmi les diverses classes de la société. Ce texte classique de Marx est très instructif par rapport à la situation actuelle en Tunisie ou en Egypte: critique de la «belle révolution» où la fraternité camoufle les oppositions de classes, critique des illusions des prolétaires, critique aussi de l'idée qu'une révolution sociale puisse arriver à des résultats à l'intérieur des frontières d'un seul pays... Marx indique aussi les causes immédiates et plus lointaines de la révolution: les secteurs de la bourgeoisie qui sont écartés du pouvoir, non par un clan, mais à l'époque par l'aristocratie financière, et qui font campagne pour des élections libres, les causes internationales: hausse des prix alimentaires qui provoque des émeutes de la faim en Europe, crise économique internationale dont le noyau est la Grande Bretagne: on voit les ressemblances avec ce qui se passe aujourd'hui.

Bien entendu, les différences entre la situation de la France d'alors et des pays arabes et autres aujourd'hui sont évidentes; citons-en quelques unes: Le degré de développement capitaliste en France était plus faible que ce qu'il est aujourd'hui en Tunisie ou en Egypte; si la Grande Bretagne capitaliste dominait alors économiquement le monde et donc la France, cette domination n'avait rien

à voir avec la domination actuelle des pays arabes par l'impérialisme occidental; malgré la faiblesse du prolétariat en France, reflet de la faiblesse du capitalisme, ce prolétariat, essentiellement à Paris, avait déjà derrière lui une riche expérience de révolutions et une capacité d'initiative révolutionnaire correspondante. Enfin le prolétariat parisien n'avait pas face à lui un Etat aussi puissant que les Etats auxquels sont confrontés les prolétaires des pays arabes (et demain d'autres pays) aujourd'hui.

Ceci dit, l'analyse des événements de 48 est éclairante et pleine d'enseignements pour les prolétaires qui se mobilisent aujourd'hui de l'autre côté de la Méditerranée. Il est évident que le «1848 arabe» n'est pas encore le prologue du 1917 mondial; il ne faut pas oublier l'énormité de tout ce que le prolétariat, non seulement tunisien ou égyptien mais international, a encore à reconquérir sur le plan de l'organisation de classe et tout particulièrement sur la constitution du parti de classe international; il lui faudra de nombreuses années pour y parvenir. Mais, en raison du degré extraordinairement plus grand du développement capitaliste (plus besoin de révolutions bourgeoises pour diffuser ce mode de production) et donc des ses contradictions à l'échelle mondiale (la crise actuelle par exemple est incomparablement plus importante que la crise économique de 1847) qui sont les bases objectives de la révolution communiste -, nous pouvons être certains qu'il ne s'écoulera pas 70 ans entre les deux échéances...

(Suite en page 6)

Egypte, Tunisie, Algérie...

Les mobilisations de masse peuvent faire tomber les gouvernements, mais la domination capitaliste ne sera menacée que par la lutte de classe prolétarienne, indépendante et internationaliste

(Suite de la page 1)

Mais réclamer la démocratie à un système bourgeois qui utilise normalement la démocratie pour mieux régler ses affaires et promouvoir ses intérêts de classe ne peut rien changer de fondamental à la situation des millions de prolétaires et paysans qui en ont assez de leur situation. L'histoire a par ailleurs démontré qu'un mouvement qui réunit les prolétaires et les petits bourgeois des villes, les paysans, les couches intellectuelles et les professions libérales, et qui trouve un allié improvisé dans certaines fractions de la classe dirigeante, peut sans doute déboucher sur une révolution de palais, mais ne peut réellement révolutionner la société, parce qu'il n'en a pas la force de classe.

Plus de **démocratie**, veut dire de nouvelles élections, une plus grande liberté d'organisation politique et syndicale, des réformes sociales enfin réalisées après avoir été longtemps promises, mais rien de plus. Le système économique ne change pas et donc les causes de l'exploitation du travail salarié, de la misère croissante, du chômage, de la faim ne disparaissent pas; les antagonismes de classe entre bourgeoisie et prolétariat restent inchangés comme restent inchangés les affrontements entre fractions bourgeoises et Etats causés par la concurrence économique et politique entre centres d'accumulation capitaliste qui règne sur toute la planète.

Les causes qui ont provoqué la crise économique de 2008-2010 sont toujours présentes, même si les effets les plus dévastateurs de cette crise peuvent encore être amortis dans les pays capitalistes les plus riches, et elles provoqueront de nouvelles crises encore plus violentes jusqu'à plonger finalement le monde dans une troisième guerre mondiale. Ce n'est pas là une prophétie basée sur les suggestions du moment, mais une conclusion du marxisme, théorie scientifique du communisme révolutionnaire qui a affirmé dès la crise capitaliste de 1847 en Grande-Bretagne (et donc dans le reste du monde) et les révolutions de 1848 en Europe:

«Depuis des décennies, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et de sa domination [le capitalisme, NdlR]. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise (...).

Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il? A préparer des crises plus générales et à diminuer les moyens de les prévenir» (Le Manifeste du Parti Communiste, 1848).

Derrière la revendication de démocratie exprimé par les manifestants, il y a en même temps la démonstration que le système bourgeois, si démocratique qu'il soit en **économie** ne peut satisfaire le malaise social, qui à un certain point débouche sur une révolte; c'est la preuve que le système **politique** bourgeois, en l'absence d'un mouvement de **classe** prolétarien attirant sur son propre terrain et sous sa propre direction, tous les mécontents, réussit à duper le mouvement de protestation sociale en lui proposant l'une de ses innombrables versions de démocratie qu'elle a produit au cours de l'histoire. Quand le mécontentement se transforme en révolte sociale, le pouvoir bourgeois répond habituellement par la répression policière, mais en la faisant suivre tôt ou tard par l'offre de perspectives démocratiques jusqu'alors refusées. C'est le sale jeu que répète la bour-

geoisie chaque fois que les masses travailleuses entrent en rébellion: si la répression ne suffit pas à étouffer la révolte, entrent alors en lice les défenseurs de la «vraie démocratie», de la «liberté», de «l'égalité», de la «patrie», des «intérêts communs de la nation».

Les choses seraient bien différentes si nous étions en présence d'un mouvement prolétarien **de classe**. Les pays anciennement colonisés sont devenus pleinement capitalistes, même si le développement industriel y est encore relatif; la classe dominante y est la bourgeoisie, il n'y existe plus de survivances économiques et politiques de type féodal qui mettraient à l'ordre du jour une révolution démocratique bourgeoise. Le prolétariat existe depuis longtemps dans ces pays, à côté de masses de petits paysans et de couches petites bourgeoises de commerçants et artisans occupant les espaces de production et distribution non couverts par l'industrialisation. Mais cela ne signifie pas qu'il y existe un mouvement prolétarien indépendant; les prolétaires de ces pays ont participé aux luttes d'indépendance nationale, mais ils n'ont pas eu la possibilité de conquérir leur indépendance de classe, comme par exemple a pu le faire le prolétariat russe dans sa lutte contre le tsarisme, les patrons capitalistes et la bourgeoisie lorsqu'elle prit la place du tsarisme.

La responsabilité de la contre-révolution stalinienne qui a décapité le mouvement communiste international et transformé les partis communistes en organisations social-impérialistes est écrasante. Non seulement le prolétariat européen n'a pu compter face au capitalisme sur la direction solide de l'Internationale et de ses partis nationaux, mais le jeune prolétariat des pays coloniaux et semi-coloniaux a été dès le début orienté vers l'impasse du «national-communisme». Il est impossible que les prolétaires des anciens pays coloniaux puissent d'un seul coup trouver la voie de la lutte de classe et se débarrasser des oripeaux de la démocratie bourgeoise par ailleurs importés chez eux par des forces démocratiques impérialistes post-fascistes (c'est-à-dire semi fascistes), alors que les prolétaires européens infectés jusqu'à la moelle par la démocratie collaborationniste, ne sont pas encore capables de redécouvrir les méthodes et les moyens classistes pour la lutte de défense immédiate. Les prolétaires européens ont un avantage historique par rapport aux autres; ils ont lutté les premiers aux côtés de la bourgeoisie, et presque toujours à la place de la bourgeoisie, pour supprimer le féodalisme, renverser les rois et les tyrans; les premiers, ils ont payé au prix du sang leurs illusions dans la démocratie bourgeoise lors des révolutions de 1848-1850; les premiers ils ont lancé à l'assaut au ciel lors de la Commune de Paris avant d'être écrasés par la contre-révolution; les premiers ils ont instauré la dictature du prolétariat lors de la révolution en Russie, se sont constitués en parti communiste international, appelé Internationale Communiste (I. C.), et se sont lancés à l'assaut de toutes les bourgeoisies du monde. L'expérience de cette longue série de luttes révolutionnaires de classe, condensée dans les Thèses des premiers congrès de l'I. C. et les thèses de la Gauche communiste d'Italie, constitue un formidable patrimoine prolétarien sur lequel devra se fonder demain la renaissance du mouvement communiste international. Les prolétaires des anciens pays coloniaux et de jeune capitalisme ont, eux, un avantage sur les prolétaires européens et américains: ils sont sur les épaules cent ans de moins d'intoxication démocratique que leurs frères de classe de ces pays et ils ont en eux une vigueur de classe que ceux-ci ont perdu à cause de ce que Marx explique brièvement mais clairement dans «Les luttes de classes en France»:

«De même que la période de crise survient sur le continent plus tard qu'en Angleterre, de même de la période de prospérité y est plus tardive. C'est en Angleterre que se produit toujours le processus initial: elle est le demiurge du cosmos bourgeois. Sur le continent, les différentes phases du cycle que la société bourgeoise parcourt sans cesse de nouveau, se produisent dans une forme secondaire ou tertiaire. En premier lieu le continent a exporté en Angleterre incomparablement plus que dans tout autre pays. Mais cette exportation dépend à son tour de l'état de l'Angleterre, en particulier par rapport au marché d'outremer. Ensuite, l'Angleterre exporte incomparablement plus dans les pays d'outremer que l'ensemble du continent, de sorte que la quantité des exportations continentales vers ces pays dépend toujours des exportations d'outremer concomitantes de l'Angleterre.

Par conséquent, si c'est d'abord sur le continent que les crises engendrent des révolutions, la racine de celles-ci se trouve cependant toujours en Angleterre. Naturellement c'est aux extrémités de l'organisme bourgeois que les explosions violentes doivent se produire, plutôt qu'en son coeur, car ici la possibilité d'un accommodement est plus grande que là» (1).

Les pays capitalistes les plus développés ont plus de ressource à leur disposition, non seulement parce qu'ils ont une industrie techniquement plus avancée, mais aussi parce qu'ils exploitent les pays plus faibles, en tirant d'énormes profits supplémentaires qui leur permettent d'amortir les conséquences de la crise sur leurs propres prolétaires (l'Angleterre était à l'époque était alors le pays capitaliste le plus développé par rapport à l'Europe occidentale - le «continent» - France y compris). Marx parle de **révolutions** parce qu'alors les mouvements sociaux débouchaient sur de véritables insurrections où les prolétaires luttait de façon violente pour renverser les régimes existants, mais l'analyse vaut aussi pour les grands mouvements de masse et les révoltes sociales qui se déroulent en ce moment de l'autre côté de la Méditerranée: ce sont bien les **explosions violentes** qu'il évoque.

* * *

L'incendie tunisien s'est d'abord étendu à l'Algérie provoquant une vague d'émeutes qui pour la première fois ont touché la capitale, notamment le quartier emblématique de Bab-el-Oued, avant de toucher l'Egypte, autre «extrémité de l'organisme bourgeois». Plus «expertes» en révoltes les autorités algériennes ont réussi jusqu'ici à contenir le mouvement sans recourir à une violence aussi sauvage qu'en Tunisie (il y a eu toute de même 5 morts en quelques jours!), avec des mesures d'urgence pour contrecarrer la flambée de hausse des prix des denrées de première nécessité. La peur d'une explosion sociale qu'elles ressentent cependant peut se constater par la présence policière massive déployée pour empêcher la manifestation des partis d'opposition le 12: elles ont bien conscience d'être assises sur un baril de poudre. Les promesses de Bouteflika de supprimer l'état d'urgence en vigueur depuis 1992 ne doivent donc pas faire illusion.

Mais c'est en Egypte que le retentissement des événements tunisiens a déclenché une gigantesque mobilisation des masses prolétariennes et petites-bourgeoises. L'Egypte est le pays le plus peuplé du Moyen-Orient (plus de 80 millions d'habitants). Son économie est encore largement agricole, bien qu'elle doive importer environ la moitié du blé nécessaire à la consommation interne; mais dans les dernières décennies elle a connu une certaine industrialisation, surtout dans le textile qui emploie selon certaines estimations près de la moitié de la force de travail du secteur. Cependant les principales ressources du pays sont le tourisme, les revenus tirés du canal de Suez et... les financements extérieurs. En effet l'Egypte est le second bénéficiaire de l'aide américaine, après Israël (2 milliards de dollars en moyenne par an, dont plus d'un milliard d'aide militaire). L'Egypte est surtout l'un des piliers essentiels de la politique impérialiste américaine dans la région. Pendant ses trente ans de pouvoir Hosni Mubarak a garanti un rapport stable d'alliance avec les Etats Unis et un changement de régime au Caire sous la pression de la rue

est redouté par ces derniers. Le mouvement de la place Tharir est candidement démocratique, mais il est suffisamment déterminé pour faire craindre qu'il débouche sur des affrontements plus violents incontrôlables: les partis d'opposition tolérés par le régime, Frères musulmans y compris, ne semblent avoir qu'une influence marginale sur les masses en mouvement.

Ordre! Tel est l'impératif catégorique de toute bourgeoisie, en Tunisie comme en Egypte, aux Etats-Unis comme en France et partout; l'armée égyptienne a finalement fait comprendre à Mubarak qu'il devait se retirer pour que l'ordre soit maintenu. La «belle révolution» égyptienne où les diverses classes, des prolétaires aux bourgeois éclairés, étaient fraternellement unis pour chasser le tyran et restaurer la fierté nationale, a débouché sur le pouvoir du «Conseil suprême des Forces Armées». «L'armée et le peuple ne font qu'un!» ont scandé des manifestants, tandis que des politiciens d'opposition, soulagés, déclaraient que tant que l'armée tiendrait les rênes (2), l'Egypte ne sombrerait pas dans le chaos et que les Frères Musulmans dans un communiqué saluaient l'armée «qui a tenu ses promesses». Celle-ci a assuré qu'elle transmettrait le pouvoir à des civils et qu'elle restaurait la démocratie. En réalité tout ceci démontre une fois de plus ce que le marxisme affirme: l'Etat, organisation spéciale du pouvoir bourgeois, repose en définitive sur des détachements spéciaux d'hommes armés, c'est l'organisation de la violence destinée à mater la classe exploitée.

L'après Mubarak comportera sans aucun doute une démocratisation de façade et des réformes sociales; mais il ne pourra changer les conditions de misère et d'exploitation des grandes masses égyptiennes. La démocratie bourgeoise n'est jamais rien d'autre que le voile de la dictature de la classe dominante; dans les pays capitalistes les plus pauvres comme l'Egypte, ce voile se réduit à presque rien parce que le capitalisme a besoin d'un **régime autoritaire** pour empêcher l'explosion des tensions sociales qu'il n'a pas la possibilité d'«accommoder».

La seule perspective qui s'offre historiquement aux prolétaires et aux masses est celle de la révolution anticapitaliste pour renverser la domination politique et sociale de la bourgeoisie. Mais la révolution prolétarienne n'est possible que lorsque le prolétariat, organisé et dirigé par son parti de classe et entraînant derrière lui tous les opprimés, se soulève les armes à la main contre l'appareil de violence organisé de l'Etat bourgeois. Elle est en outre le couronnement d'un processus de luttes de classe qui conduisent à l'affrontement avec les institutions politiques et militaires qui défendent la propriété privée et le mode de production capitaliste, quelle que soit la forme de l'Etat: dictature, monarchie ou république. Les racines et les conséquences de cet affrontement sont internationales, parce que le capitalisme est international, parce que les liens économiques, politiques, diplomatiques et militaires entre les Etats sont internationaux; même si chaque bourgeoisie défend ses intérêts nationaux contre les autres; parce qu'enfin le prolétariat est une classe internationale, qui n'a rien à défendre de la nation où elle est exploitée, réprimée et massacrée.

Les révoltes sociales en cours ne sont pas la prémisse de la révolution prolétarienne, ni même une anticipation de la reprise de la lutte de classe, même si elles sont le signal d'un mécontentement profond et généralisé. En l'absence d'une force de classe organisée en associations économiques de défense et en parti politique, il est inévitable qu'elles expriment dans leurs comportements et leurs revendications politiques des objectifs démocratiques, c'est-à-dire bourgeois; mais il est aussi inévitable que la fraternité interclassiste laisse la place à la réalité des oppositions de classe: l'ouvrier restera un esclave salarié, le petit paysan pauvre continuera à être dépouillé par l'usurier tout en restant attaché à son lopin de terre, le petit bourgeois citadin continuera à vaciller entre la bourgeoisie et le prolétariat, et la bourgeoisie continuera à dominer, tout en faisant miroiter la possibilité d'un capitalisme pacifique et «à visage humain».

CÔTE D'IVOIRE

Gbagbo, Ouattara et l'impérialisme français
sont des ennemis des masses et des prolétaires ivoiriens

(Suite de la page 1)

Pour se maintenir au pouvoir, Gbagbo et ses partisans du *Front Populaire Ivoirien* n'hésitent pas à reprendre à leur compte le principe de «l'ivoirité» inventé par Bédié, le successeur de Houphouët-Boigny, pour écarter Ouattara accusé de ne pas être vraiment ivoirien et plus largement pour jeter la suspicion sur les immigrants et les populations du nord: de véritables pogroms furent ainsi organisés en 2002 à Abidjan par le gouvernement. Une intervention militaire française sauva le régime de Gbagbo en stoppant la rébellion militaire qui à partir du nord du pays, menaçait de s'étendre jusqu'à la capitale; des accords dits de Marcoussis signés début 2003 imposèrent sous l'égide de l'impérialisme tricolore un partage du pouvoir entre les rebelles et les partisans de Gbagbo, et une partition de fait du pays..

Pour les impérialistes français, ce qui était essentiel n'était pas la victoire de l'un ou l'autre camp, mais la poursuite de leurs affaires, à commencer par la commercialisation du cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier exportateur mondial (40% des exportations mondiales), et d'autres productions agricoles. La France est toujours la puissance dominante dans ce pays où elle possède d'importants intérêts économiques, même si ses positions sont peu à peu rognées par les Etats-Unis: outre de grandes entreprises comme celles de Bolloré, Bouygues, Orange, Vinci, Total, il y a encore près de 700 PME-PMI. C'est la raison pour laquelle le gouvernement français organisa une intervention militaire dite «opération Licorne» (toujours en action), bien entendu sous prétexte humanitaire. La soldatesque française montra ce qu'elle entendait par son rôle humanitaire lorsqu'elle tira dans une foule de manifestants en novembre 2004, faisant plus de 60 morts...

Malgré les services qu'il a rendus à l'im-

périalisme français, le régime de Gbagbo était jugé peu fiable par les autorités françaises; elles ont donc pris fait et cause pour Ouattara, comme les Américains et les autres impérialismes occidentaux. Ces derniers poussent des cris d'indignation, multiplient les menaces d'intervention militaire, en alternance avec les promesses de pardon et d'asile politique adressées par les Etats-Unis à Gbagbo s'il abandonne son siège, tandis que des mesures d'embargo économique et financier ont été prises. Tout cela au nom d'une «démocratie» que ces mêmes impérialismes n'hésitent jamais à bafouer quand cela les arrange, il suffit de voir la Tunisie ou l'Egypte pour s'en convaincre.

Il ne faudrait cependant pas négliger le fait que pour certains secteurs impérialistes français, Gbagbo est un moindre mal, Ouattara étant redouté comme «l'homme des Américains» et une perspective d'intervention militaire d'une force ouest-africaine considérée comme la pire des solutions (3). C'est cela qui explique en définitive les atermoiements français, derrière les rodomontades de Sarkozy.

La situation a donc toute chance de pourrir, alors que les milices de Gbagbo, peut-être épaulées par des mercenaires libériens, se livrent à de sanglantes exactions à Abidjan et d'autres régions du pays pour terroriser les opposants. Selon l'ONU, les violences depuis les élections présidentielles de novembre auraient fait au moins 260 morts, la plupart des victimes ayant été tuées par les partisans de Gbagbo. L'asphyxie économique causée par les mesures d'embargo ne pourra que retomber sur les masses, les capitalistes et affairistes d'Abidjan et de la région du cacao dont Gbagbo est devenu le porte-parole, ayant les moyens de mettre en place des filières de contrebande, principalement avec le Ghana. Le gouvernement ivoirien qui réunissait «nordistes» et partisans de Gbagbo, avait montré lors des manifesta-

tions de la faim en 2008 qu'il n'hésitait pas à recourir à la répression la plus sauvage contre ceux qui protestaient contre la misère. Il n'y a pas de doute que si Ouattara finissait par accéder au pouvoir il adopterait une politique au moins aussi brutale et antisociale que celle qu'il avait suivie lorsqu'il a été appelé au poste de premier ministre en 1990 et qui s'était soldée par une brutale dégradation des conditions sociales des travailleurs et des masses.

Ni Gbagbo, ni Ouattara ne représentent donc une solution pour les prolétaires et les populations déshéritées de Côte d'Ivoire; ils ne sont tous deux qu'au service d'intérêts capitalistes et impérialistes. Il est réactionnaire de se lamenter, à la manière des démocrates et des impérialistes, sur le «viol de la volonté populaire» et de la «légalité», comme le font les néo-staliniens du Parti Révolutionnaire de Côte d'Ivoire (4). Les événements actuels rappellent que, comme le marxisme l'a toujours reconnu, ce n'est pas par le bulletin de vote qu'on peut résoudre les antagonismes sociaux, mais seulement par la lutte: la force prime le droit. Ce qui est vrai aujourd'hui pour l'antagonisme entre deux clans bourgeois, l'est à un degré infiniment plus élevé lorsqu'il s'agit de l'antagonisme entre les exploités et les exploités, entre les prolétaires et les bourgeois.

La Côte d'Ivoire est un pays essentiellement agricole où l'agriculture emploie près de 70% de la main d'oeuvre. Il y existe cependant une classe ouvrière, urbaine et agricole, qui a déjà mené des luttes notables contre les patrons locaux ou français; si elle est réduite en nombre, c'est elle qui représente cependant la force d'avenir, celle qui est potentiellement capable, en s'organisant sur des bases de classe, de rassembler autour d'elle toute la masse des exploités et des opprimés et de l'orienter, en union avec les prolétaires des autres pays, vers l'atta-

que révolutionnaire contre le capitalisme et l'impérialisme, contre l'Etat bourgeois et toutes les cliques politiciennes.

Quant aux prolétaires français, il leur revient de manifester une solidarité réelle avec leurs frères de classe ivoiriens en entrant en lutte contre leur propre capitalisme, en combattant ici même la pieuvre dont les tentacules étreignent les prolétaires et les masses pauvres là-bas, en s'opposant résolument à toutes les mesures et interventions, économiques ou militaires, de l'impérialisme.

Retrait des troupes françaises et onusiennes de Côte d'Ivoire!

Impérialisme français hors d'Afrique!

Vive la lutte prolétarienne internationale!

(1) Dans une interview le 22/12 à France Info/LCP, Jacques Séguéla, fondateur de l'agence publicitaire RSGC qui appartient au groupe Bolloré, expliquait que son agence avait soutenu Gbagbo «parce que Vincent Bolloré a des intérêts en Afrique, dans toute l'Afrique - c'est le plus gros investisseur français, je crois que c'est le plus gros investisseur européen en Afrique - et que de longue date il a toujours conseillé Gbagbo». cf www.acrimed.org/article3516.html

(2) cf <http://survie.org/billets-d-afrique/2011/198-janvier-2011/article/cote-d-ivoire-elections-piege-a-c>

(3) cf *Le Monde*, 19/1/2011.

(4) cf www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/article/cote-d-ivoire-agir-collectivement

**« Proletarian »
Nr. 6 - October 2010
Supplement to
«le prolétaire» Nr. 497**

(One copy : £1 / US\$1,5 / €1,5)

Egypte, Tunisie, Algérie ...

La révolution prolétarienne pourrait sembler n'être qu'un mirage, tant le prolétariat est encore loin d'être le protagoniste de la révolte sociale qui ébranle actuellement les régimes arabes; mais cette révolte malgré sa confusion démontre l'acuité des contradictions internes que rencontre le capitalisme et ses difficultés croissantes à maintenir son ordre.

Du point de vue économique, la société est plus que mûre pour en finir avec le capitalisme; les forces productives entrent régulièrement en conflit avec les formes bourgeoises de production (3), mais il manque encore l'action de classe du prolétariat. Les révolutions n'arrivent pas sur commande, mais ce sont les situations de crises économiques généralisées qui en général accélèrent la maturation des facteurs objectifs de la lutte prolétarienne, permettent au prolétariat de retrouver la voie de lutte de classe et mettent au premier plan le besoin de la formation du parti révolutionnaire.

C'est dans cette perspective que nous saluons les explosions sociales de l'autre rive de la Méditerranée; non pas pour leur revendication de démocratie, mais parce que la colère et la détermination qu'elles expriment sont la base du développement de la future lutte de classe révolutionnaire de leur jeune prolétariat.

(1) cf K. Marx, «Les luttes de classe en France», chapitre IV (Ed. La Pléiade, Politique, Tome I, p.352)

(2) Déclaration d'Abdel Sabry, dirigeant du parti d'opposition Wafd, 12/2/11.

(3) Une véritable révolution n'est possible que lorsque «les forces productives modernes et les formes de production bourgeoise entrent en conflit», K. Marx, Ibid.

Solidarité avec la révolte des jeunes
et des prolétaires d'Algérie !

Après les manifestations de protestation en Tunisie à la suite de l'immolation par le feu à la mi-décembre d'un jeune diplômé contraint pour survivre de travailler comme marchand ambulant, manifestations dont la répression brutale a fait un mort, c'est au tour des jeunes prolétaires algériens de descendre dans la rue sans crainte de s'affronter avec les forces de l'«ordre» bourgeois pour crier leur colère.

Alors que l'Algérie vient officiellement d'enregistrer cette année d'énormes rentrées d'argent grâce à la vente du pétrole, la grande partie de la population laborieuse vit dans la pauvreté. Depuis des années l'inflation est supérieure aux hausses nominales des salaires, entraînant une baisse des salaires réels, tandis que le chômage fait des ravages, surtout parmi la jeunesse, que le manque chronique de logements devient de plus en plus intolérable et que la répression policière est constante (l'état d'urgence est toujours en vigueur).

Cette situation a été à l'origine durant l'année qui vient de s'écouler d'une série d'émeutes et d'échauffourées locales, ainsi que de grèves - grèves qui se sont heurtées non seulement à la répression patronale et étatique, mais aussi au sabotage ouvert et aux menaces du syndicat officiel l'UGTA. Le 3 janvier encore l'UGTA condamnait la grève déclenchée par les dockers du port d'Alger sous prétexte qu'il était impossible de revenir sur l'accord passé entre l'entreprise et le syndicat! Pendant ce temps le gouvernement accordait une hausse de salaire de 50% aux policiers...

La hausse brutale des prix des produits de première nécessité a été la goutte d'eau qui a provoqué l'explosion d'une colère accumulée depuis longtemps: le prix de l'huile a augmenté de 20%, celui du sucre de 30%, voire plus, le prix du café, des lentilles, des légumes frais, du lait, etc., ont fait de même en quelques jours: «Donnez-nous du sucre!» scandaient par dérision certains manifestants; en réalité ils ne voulaient pas plaisanter, mais crier leur refus d'un ordre économique et social qui condamne les masses à une misère croissante, dans le même temps où les bourgeois se disputent les richesses du pays obtenues grâce au travail des prolétaires, comme le révèlent les scandales réguliers qui s'étalent dans la presse.

Surpris par les manifestations qui se sont répandues comme une

traînée de poudre à travers tout le pays, le gouvernement a gardé le silence pendant 48 heures, avant que le ministre de la Jeunesse et des Sports n'appelle vendredi les jeunes à «dialoguer de façon pacifique» et que samedi soir le gouvernement décide de baisser les taxes à l'importation des produits alimentaires pour faire baisser les prix (c'est d'abord un cadeau aux importateurs).

Mais c'est contre la «malvie» en général, contre le chômage, les bas salaires, la misère engendrés par le capitalisme que se produisent les manifestations; et les autorités ont montré que la réalité du «dialogue», c'est la répression policière sanglante; le ministre de l'intérieur a admis samedi qu'après 4 jours d'émeutes, il y avait 3 morts et des centaines de blessés (surtout des policiers selon lui!). Les jeunes manifestants ont bien compris cette leçon donnée par les représentants de la classe dirigeante: entre exploités et exploités, entre prolétaires et bourgeois, il ne peut y avoir de «dialogue», **seule la force compte**. Et la force potentielle des prolétaires est immense, car toute l'économie ne repose que sur leur exploitation. En entrant massivement en lutte ils ont le pouvoir de mettre à genoux le capitalisme et d'ébranler l'Etat bourgeois qui en est le défenseur.

Mais pour cela la condition indispensable est de rompre avec les organisations et syndicats vendus aux bourgeois, de repousser les tentatives de récupération interclassistes, qu'elle soient islamistes, nationalistes ou démocratiques qui ne vont pas manquer, et de s'organiser de façon indépendante **sur des bases de classe**.

Le prolétariat algérien a déjà donné à plusieurs reprises des preuves de sa combativité et de sa capacité à faire face à la répression; les luttes actuelles et futures rendent et rendront toujours plus pressant le besoin de trouver le chemin de la lutte ouverte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, en union avec les prolétaires de tous les pays.

Halte à la répression!

Vive la révolte des jeunes et des prolétaires algériens!

A bas le capitalisme!

Vive la révolution communiste internationale!

09 / 01 / 2011

Vive la révolte de la jeunesse prolétarienne de Tunisie et d'Algérie!

En Tunisie et en Algérie la jeunesse prolétarienne réduite à la misère et au chômage se révolte. La bourgeoisie répond à la par le massacre!

La Tunisie, elle aussi, a subi la crise économique de ces dernières années. Et c'est sur les masses prolétariennes que, comme dans tous les pays, développés ou non, les conséquences sont retombées. Les statistiques indiquent que la Tunisie est le pays qui a le revenu par habitant le plus élevé d'Afrique; mais elles disent aussi que si le chômage est officiellement de 14% (pour une population de 10 millions d'habitants), il est en réalité plus proche des 30%, sans compter un vaste sous-emploi, et touche particulièrement les jeunes. Le régime tunisien est soutenu par les impérialismes européens parce qu'avec sa répression omniprésente il leur offre un main d'oeuvre à bon marché et sévèrement contrôlée par la police. La hausse récente des prix à

NON A LA SANGLANTE RÉPRESSION BOURGEOISE!

Trois semaines après le début des manifestations il y a **plus de 60 morts**, des centaines de blessés, plus de cent arrestations. A la misère, au chômage, à la faim, le gouvernement du président Zine Ben Ali, solidement installé au pouvoir depuis 23 ans avec son clan ajoute donc une répression bestiale. Ce n'est qu'après des semaines de répression passées sous silence non seulement par les organes de propagande tunisiens, mais aussi par les médias européens, que Ben Ali a limogé le ministre de l'intérieur, relâchant certains emprisonnés et promis la création de 300.000 emplois. Mais il ne s'agit que d'une manœuvre pour calmer la colère et personne ne croit à ces promesses: les manifestations continuent, de même que la répression sanglante et la révolte des jeunes gagne maintenant Tunis.

Sidi Bouzid, Kasserine, Thala, Regueb, Feriana, Menassi, Ariana, Mezl Bouzayane, etc.: ce ne sont pas des lieux touristiques où les touristes européens vont passer des vacances bon marché; ce sont les villes où la police tunisienne assassine pour défendre le pouvoir rapace et corrompu de Ben Ali!

La protestation prolétarienne, nouvelle «révolte du pain», ne s'est pas arrêtée; elle

ABAS LA COMPLICITÉ DE L'IMPÉRIALISME!

Le silence par lequel les médias des grands pays «démocratiques» et «avancés» d'Europe et d'Amérique ont tenté de

la consommation est le motif de fond qui a déclenché les violentes protestations qui, à partir des villes du sud se sont étendues à tout le pays et jusqu'à la capitale Tunis.

Le 17 décembre la police confisquait dans la ville de Sidi Bouzid la charrette d'un jeune de 26 ans, diplômé en informatique sans travail, contraint de faire le marchand ambulant pour vivre, pour défaut de licence. Désespéré devant la perte de son unique moyen de vivre et de faire vivre sa famille, Mohamed Bouazizi se faisait brûler devant le gouvernorat (il mourra de 5 janvier). Indignées, des centaines de personnes descendirent dans la rue et s'affrontèrent avec la police à coups de pierre et de bouteilles incendiaires. La police répliqua en **tirant pour tuer!**

a passé la frontière pour gagner la Tunisie, le pays le plus riche du Maghreb grâce à son pétrole et son gaz. Comme en Tunisie la plupart des villes, Alger y comprise, ont connu des manifestations violentes de jeunes prolétaires à la suite des hausses brutales des prix des produits de première nécessité, alors que le chômage est en pleine augmentation. Là aussi la jeunesse s'est révoltée contre une société qui, en dépit des énormes rentrées d'argent obtenues par l'exportation des produits pétroliers, ne lui donne aucune perspective, contre une société qui ne garantit même plus la survie de ses esclaves salariés!

La police qui tire sur les prolétaires manifestant, y compris violemment, contre la violence économique et physique à laquelle ils sont soumis en permanence, voilà l'expression la plus claire de la **domination de classe de la bourgeoisie** sur la société toute entière et sur le prolétariat en particulier. C'est aussi la démonstration que dans cette société bourgeoise où le capitalisme dicte les conditions de vie et de mort des masses, la seule force sociale qui a la puissance de tenir tête à ce pouvoir meurtrier et de finalement l'abattre, est la **classe prolétarienne**.

cache la violence et la répression que ces régimes font régner dans leur pays, est le signe de la crainte d'une contagion - même

aux pays européens où les populations prolétariennes d'origine immigrée pourraient servir de canal de transmission de la révolte. Est-ce par hasard que Alliot-Marie, la ministre française des Affaires Etrangères, a publiquement proposé aux gouvernements algérien et tunisien le «savoir-faire» français en matière de maintien de l'ordre?

La brutalité de la répression, la censu-

LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CAPITALISME!

Aujourd'hui en Tunisie et en Algérie les courants les plus réactionnaires, comme les forces religieuses, ne sont pas encore entrées en action. Mais les prolétaires doivent s'attendre à ce que même les dirigeants qui se vantent leur défense de la «laïcité» comme en Tunisie, n'hésiteront pas, si les fusils de la police sont insuffisants pour sauvegarder l'ordre bourgeois, à recourir à la réaction religieuse, de même qu'ils utiliseront le mensonge démocratique ou nationaliste - voire à un recours de l'armée dans le cas où il faudrait déposer Ben Ali.

La bourgeoisie foulera toujours aux pieds les «droits démocratiques» qu'elle inscrit dans ses constitutions, elle utilisera **tous les moyens disponibles** - des plus violents aux plus insidieusement pacifiques - pour plier le prolétariat aux exigences de sa domination de classe, domination politique sociale et militaire qui lui est indispensable pour exploiter toujours davantage les prolétaires.

Les prolétaires ont potentiellement la force de vaincre la bourgeoisie, à condition de rompre avec la politique et les organisations interclassistes des syndicats et des partis prônant la collaboration des classes, même s'ils se prétendent «ouvriers», dans le seul but d'empêcher la lutte prolétarienne contre le capitalisme. Les manifestations de Tunisie et d'Algérie sont provoquées par les mêmes causes et rencontrent les mêmes obstacles. Une organisation de défense prolétarienne authentiquement **de classe**, en rupture avec les impératifs de la conservation sociale et la soumission au capital, non seulement organiserait la lutte contre les mesures antiprolétariennes avec des méthodes de classe - appel à la grève de tous les catégories de travailleurs, formation de piquets et de comités pour diriger la lutte, organisation de la défense contre la répression policière; elle se lierait aux luttes des prolétaires du pays voisin pour **unifier** les grèves, pour

re des médias nationaux et la complicité des organisations syndicales vendues au pouvoir bourgeois démontrent que les appels des autorités au «dialogue» ne sont qu'une sinistre farce. Elles démontrent surtout que ce n'est que par la **force** qu'on peut répondre à la force, que ce n'est que par l'**organisation de la force prolétarienne** que l'on peut répondre à l'organisation de la force bourgeoise.

renforcer la lutte de défense des conditions de vie et de travail prolétariens sur le terrain même que la bourgeoisie a choisi: le terrain de l'**affrontement ouvert et violent**.

Ce sont encore une fois les prolétaires des pays au capitalisme moins développé qui indiquent en ce moment aux prolétaires des pays les plus riches et donc les plus oppresseurs, que la voie à suivre n'est pas celle de la protestation pacifique, légale et impuissante, mais celle de la révolte contre les injustices et les exactions bourgeoises. Les prolétaires des pays européens, d'Allemagne, d'Espagne, de France ou d'Italie mais aussi ceux d'Amérique, qui sont les principaux soutiens des Etats maghrébins, devront se révolter comme leurs frères de classe d'outre-méditerranée; ils ont l'impératif de les soutenir et de leur transmettre l'expérience politique des grandes luttes de classe du passé.

C'est ainsi que les prolétaires pourront reconquérir toute leur force de classe et redevenir, non plus une vague menace, mais un danger réel pour le sanglant régime d'exploitation capitaliste qu'il leur faudra détruire à jamais dans le monde entier!

Vive la révolte des jeunes prolétaires tunisiens et algériens!

Contre la répression policière des gouvernements bourgeois, défense prolétarienne, indépendante de toutes les forces, syndicales ou politiques, du collaborationnisme!

Pour la reprise de la lutte de classe et la solidarité prolétarienne internationale!

A bas la patrie bourgeoise, patrie de l'exploitation de l'assassinat légal du massacre des prolétaires!

Pour l'émancipation des prolétaires du capitalisme!

Pour la révolution communiste dans tous les pays!

12 / 01 / 2011

L'Egypte en flammes

Une puissante vague de colère des masses arabes misérables et sans travail ébranle le jeune, vorace et brutal capitalisme des pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient soutenu par le vieux et sanguinaire capitalisme d'Europe et d'Amérique. Anticipation d'une vague sociale qui ne peut se conclure en faveur de la grande majorité de la population que par l'entrée en scène de la classe ouvrière.

Depuis 5 jours les rues du Caire, d'Alexandrie de Suez et de beaucoup d'autres villes égyptiennes sont le théâtre d'une formidable vague de colère des masses qui ne supportent plus de vivre dans le chômage, la misère et la faim: après la Tunisie et l'Algérie c'est maintenant le tour de l'Egypte.

Les médias de l'opulent monde occidental, qui ne peuvent plus maintenant cacher la sauvage répression policière, centrent toutes leurs informations sur le «manque de réformes» et l'absence d'une «véritable démocratie»! Il a fallu attendre que les masses, bravant la répression, fassent éclater leur colère en attaquant des édifices publics, brûlant ce qu'ils pouvaient, jetant des pierres, renversant des blindés, s'affrontant au corps à corps avec la police, défiant le couvre-feu et les tirs des forces de répression, pour que ces médias reconnaissent que ces régimes soudoyés, protégés et armés par les démocraties occidentales et en premier lieu les Etats-Unis, ont maintenu l'ordre et le contrôle social par une violence policière systématique et généralisée; qu'ils ont arrêté, torturé et fait taire toute opposition par tous les moyens, pour avoir les mains libres et accumuler en quelques

années d'énormes richesses pour leurs clans - et leurs parrains étrangers.

Les timides demandes faites par les Obama, Merkel, Sarkozy et cie au régime de Moubarak (et auparavant à celui de Ben Ali) pour qu'il fasse de façon urgente des concessions afin de répondre aux demandes les plus urgentes des masses (pain et travail, en définitive) démontrent à quel point les impérialistes ont été surpris par la vague d'émeutes qui s'étendent dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

Les Démocraties occidentales se soucieraient-elles soudainement de la misère que connaissent depuis des années les prolétaires et les masses paysannes de ces pays? **Pas le moins du monde!**

Dans des pays où le capitalisme se développe de la seule manière possible, étant donné la concurrence impérialiste sans pitié qui impose aux populations du monde entier une oppression économique, sociale et militaire, c'est-à-dire de la manière la plus sauvage et brutale que l'histoire ait connu; dans des pays où le mode de production capitaliste prétendait amener le bien-être et la civilisation, il n'y a pas d'autre perspective pour les

masses laborieuses que l'exploitation, la répression, la misère et la faim. Ces régimes qui depuis des décennies comme en Egypte ou en Tunisie écrasent leur peuple et qui aujourd'hui reçoivent en retour une très petite fraction de la violence autrefois infligées aux masses, ont été pendant tout ce temps des points d'appui des puissances impérialistes «démocratiques» qui dominent le monde.

Face à l'irrésistible explosion de colère des masses arabes déshéritées Washington, Berlin, Paris, Rome, Londres et Bruxelles, adressent au Caire, comme hier à Tunis et à Alger, le conseil de permettre la liberté d'expression, de réaliser des réformes, d'arrêter la répression....

Paroles vides qui ne servent qu'à faire croire qu'avec plus de «démocratie», moins de corruption et moins de brutalité des autorités, la situation des masses s'améliorerait. Les dirigeants occidentaux savent par expérience que les mille cartes de la «démocratie» peuvent être jouées dans différents scénarios pour dévier les luttes des masses vers des objectifs qui ne remettent pas en cause le capitalisme, mais se limitent à des changements de gouvernement. Ce n'est pas par hasard que dans les manifestations les divers partis d'opposition mettent en avant la revendication: «Ben Ali, dégage!», «Moubarak, dégage!»; ils veulent seulement profiter des émeutes pour remplacer les clans des Ben Ali et des Moubarak dans les gouvernements de ces pays.

Qu'est-ce que cela changera fondamentalement pour les masses? **Rien.**

Avec seulement un peu plus de liberté d'expression et d'élections libres, ce sera la continuation de l'exploitation brutale des masses prolétariennes que le capitalisme inflige sous tous les cieux, mais avec l'aggravante que s'y ajoute l'oppression impérialiste qui remplit les coffres-forts des bourgeoisies américaine et européenne et leur permet d'acheter la complicité des organisations réformistes contrôlant leurs propres prolétaires!

Les émeutes qui secouent le monde arabe aujourd'hui annoncent des tensions et des émeutes en Europe: la Méditerranée, le *mare nostrum* des anciens romains, pourrait se transformer en lac de feu incendiant le Vieux Continent parce que la crise économique qui a fait vaciller les économies occidentales et dont les conséquences, **retardées mais inexorables**, s'abattent sur les pays de leur périphérie, ne pourra être surmontée par le capitalisme qu'en opprimant encore davantage les masses prolétariennes du monde.

Les prolétaires nord-africains, moyen-orientaux et albanais crient au monde par leurs émeutes de ces dernières semaines, que le capitalisme n'est pas en mesure de satisfaire les exigences élémentaires des masses et que cette situation intolérable **doit** changer. Les prolétaires d'Europe et d'Amérique les regardent avec stupéfaction, inquiets mais également contents de révoltes qui mettent en fuite des gouvernants sanguinaires. Les prolétaires des pays les plus riches de la planète, qui ont connu eux aussi une détérioration constante de leurs conditions de vie et de travail, n'ont pas la force de se révolter de

Sahara Occidental: Massacre à Gdaim Isikpor

La soldatesque meurtrière est marocaine,
mais c'est l'impérialisme qui la dirige !

Lutte de classe en soutien à l'autodétermination
des Sahraouis et contre notre propre bourgeoisie !

Le lundi 8 novembre, les troupes marocaines entraient dans le campement de Gdaim Isikpor pour le détruire et assassiner une grande partie des habitants ; des dizaines de morts, des centaines de blessés et de disparus, des viols et finalement l'incendie du campement, tel est le bilan de la brutalité de l'armée marocaine.

Au cours des dernières semaines les habitants entassés dans ce campement installé à proximité d'El Ayoun (capitale du territoire), avaient mené une série de protestations contre les conditions de vie dont souffrent les masses sahraouies à cause de l'oppression infligée par le Maroc et les autres pays de la région comme par les pays impérialistes qui ont des intérêts dans la zone.

Le Sahara Occidental est un territoire de 300 000 km² avec une population qui tourne autour de 400.000 habitants (soit une densité de population les plus faibles du monde) dont les colons représenteraient près de 88% ; 200 000 réfugiés sahraouis vivent en outre dans le camp de Tindouf dans l'Algérie voisine. Son importance découle du phosphate qui depuis les années 40 du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui est extrait dans les environs d'El Ayoun, mais aussi de l'importance de la zone comme porte d'entrée vers le sud du continent ; depuis plus d'un siècle, la France (principal «protecteur» du Maroc avec les Etats-Unis), l'Espagne ou l'Algérie se disputent la zone comme tête de pont pour étendre leur influence dans la région.

En 1975 l'Espagne, en plein processus de transition interne et ne voulant pas retrouver dans la situation du Portugal ébranlé par la guerre en Angola, cédait à la pression du Maroc, fortement soutenu par les Etats-Unis, qui menaçait de déclencher une guerre : elle se retirait du territoire, laissant au Maroc et à la Mauritanie.

Durant le vingtième siècle, à mesure que se développait l'extraction du phosphate et

que ce territoire désertique était occupé par les puissances européennes, la population nomade (arabe et berbère) et surtout depuis 30 ans la population s'est concentrée dans des grands campements de réfugiés. Privées de leurs moyens d'existence traditionnels les masses sahraouies sont soumises à d'épouvantables conditions de vie qui sont celles que les impérialistes réservent à des populations qui souvent ne peuvent même pas être utilisées comme main d'œuvre, quand les intérêts en jeu sont plus de nature stratégique qu'économique. Preuve de cette terrible existence : le mur de séparation que l'Etat marocain a construit pour limiter les mouvements de population dans le désert et qui sépare les zones productives de celles qui ont simplement une valeur stratégique.

La résistance à l'occupation impérialiste commença en 1973, avec la création du Front Polisario comme organisation de lutte armée l'armée espagnole puis marocaine ; malgré une dure répression (emprisonnements, tortures et même exécutions sommaires de ses dirigeants), la lutte se continua jusque dans les années 90 sous forme de guérilla. Le soutien de l'Algérie aux insurgés dans le but de contrecarrer l'influence du Maroc et de la Mauritanie dans la région marqua une lutte qui se nourrissait des conditions désespérées des masses et des prolétaires sahraouis, les poussant à rejoindre les rangs des combattants pour l'indépendance et contre la répression terroriste exercée de façon indiscriminée par le royaume marocain.

Après des décennies de lutte, le Front Polisario finit par déposer les armes, se fiant à l'aide que pourraient lui apporter les puissances occidentales et l'ONU pour obtenir un référendum d'autodétermination. Le plan Baker, ajourné continuellement, a constitué le fondement de la farce démocratique avec laquelle le nationalisme, toujours bourgeois et prêt à toutes compromissions politiques avec les impérialismes en lice, a voulu soumettre le prolétariat et les masses prolétari-

sées à la résignation et à la soumission aux terribles perspectives d'existence que leur réserve le capitalisme.

La situation des populations du Sahara occidental est particulièrement difficile : aux conditions habituelles d'exploitation infligées par le capitalisme, aggravées ici comme sur le reste du continent africain sous forme de faim, de soif, d'épidémies mortelles, de manque d'emplois... s'ajoutent la situation de domination coloniale imposée par le Maroc. Cette domination coloniale ne consiste pas en une illusoire «perte d'identité» en tant que peuple comme affirment les nationalistes, mais en une série de mesures bien tangibles, concrètes et matérielles qui exacerbent la situation des masses : contrôle militaire de la population, entassement dans les camps, répression quotidienne...

Le droit d'autodétermination des Sahraouis ne pourra être obtenu d'aucune organisation soi-disant neutre comme l'ONU qui est en réalité une caverne de brigands où les impérialismes qui dépendent le Sahara occidental discutent de la façon de se répartir le butin : l'ONU a bien reconnu ce droit à l'autodétermination, mais les pays qui la composent empêchent que ce droit soit effectivement exercé ; le 16 novembre encore, la France, membre du Conseil de sécurité, a même empêché qu'une timide mission d'information de l'ONU soit envoyée sur place.

Ce droit ne pourra pas non plus être obtenu par les négociations qui se poursuivent entre les supposés représentants sahraouis et les autorités marocaines (il faut se demander où était le Front Polisario, à quoi servaient ses armes quand les troupes marocaines massacraient les populations protestant pour demander une amélioration de leurs conditions de vie). Ce que montrent les massacres et les émeutes d'El Ayoun, c'est que pour les masses prolétariées sahraouies, la seule solution est la lutte ouverte contre la double oppression, nationale et économique, dont ils souffrent

80 ans de contre-révolution permanente ont fait aujourd'hui oublier les leçons historiques des révolutions prolétariennes. La classe prolétarienne a perdu l'un des grands enseignements de la période révolutionnaire ouverte en 1917 : les Thèses de Bakou de 1920 dans lesquelles la IIIe Internationale définit la nature de la lutte révolutionnaire dans les pays opprimés par l'impérialisme et les tâches incombant aux prolétaires des métropoles : reconnaissance inconditionnel-

le de l'autodétermination des nations opprimées, soutien matériel aux luttes national-révolutionnaires, unité du prolétariat du pays dominant avec le prolétariat du pays dominé, avec la conscience que le premier ennemi est sa propre bourgeoisie qui cherche à obtenir l'appui des prolétaires dans la lutte contre les nations insurgées. Le prolétariat marocain, écrasé par sa bourgeoisie et enchaîné au char du nationalisme doit rompre la sacro-sainte unité nationale et se solidariser avec ses frères de classe sahraouis.

La contre-révolution stalinienne a remplacé la solidarité de classe contre l'oppression nationale par une très bourgeoise charité larmoyante envers les malheureux. Les protestations humanitaires qui s'expriment actuellement prétendent que la solution aux souffrances des populations sahraouies passe par la médiation démocratique des Etats impérialistes impliqués, par la confiance en l'Etat bourgeois.

Mais seule la lutte de classe intransigeante reconnaissant l'identité d'intérêts entre les prolétaires européens et leurs frères africains pourra en finir avec la terrible situation dans laquelle ils se trouvent, harcelés par la faim, réprimés par l'armée marocaine et trompés par tous les opportunistes.

Non à l'oppression nationale de la population et des prolétaires sahraouis !

Droit effectif à l'autodétermination de la population sahraouie !

Libération immédiate de tous les sahraouis emprisonnés dans les geôles marocaines ! Retrait immédiat des troupes d'occupation !

Pour la lutte des prolétaires marocains aux côtés des prolétaires sahraouis, en rupture de l'union sacrée entre bourgeois et prolétaires !

Pour la solidarité de classe du prolétariat des pays impérialistes et particulièrement européens avec les masses prolétariées du Sahara occidental, pour la lutte contre leur propre impérialisme !

L'ennemi du prolétariat et des masses déshéritées, opprimées et expulsées est toujours leur bourgeoisie qui utilise leur combativité et leur esprit de sacrifice pour partager avec les autres bourgeoisies les bénéfices de leur exploitation !

Pour la lutte de classe prolétarienne par-dessus toutes les frontières !

Novembre 2010

la même façon. Ils ont été éduqués dans le respect de la «légalité démocratique», ils sont intoxiqués depuis des décennies par le mythe d'une démocratie dont ils constatent chaque jour l'impuissance à résoudre leurs problèmes de vie quotidienne, mais dont ils n'arrivent cependant pas à se libérer pour laisser s'exprimer la révolte que tout esclave ressent inévitablement.

Mais les prolétaires d'Europe ont cependant une histoire de luttes de classe, de luttes révolutionnaires non seulement contre les anciens régimes féodaux, mais aussi contre le capitalisme. C'est cette histoire qu'ils peuvent et qu'ils doivent se réapproprier s'ils ne veulent pas rester éternellement soumis à leurs bourgeoisies impérialistes; il leur faut redécouvrir les enseignements des glorieuses luttes de classe du passé et des véritables révolutions sociales qui ont fait trembler toutes les puissances impérialistes!

Si les prolétaires du Maghreb et du Moyen-Orient qui se sont dressés contre leurs régimes, se laissent canaliser dans la voie de la démocratie et des élections prétendument non truquées vers où les orientent les partis d'opposition, ils ne réussiront pas à trouver une perspective pour leur classe, ils ne réussiront pas à s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression qui les condamne à la misère et demain les transformera en chair à canon, comme cela a déjà été le cas lors des guerres innombrables qui ont ensanglanté la région.

Les nationalismes dont les divers Etats arabes ont abreuvé les masses pour défendre les intérêts de castes et de fractions bour-

geoises alliées à tel ou tel impérialisme sont l'autre face de la médaille, qui concorde parfaitement, si le besoin se fait sentir d'un **lien social** supplémentaire, avec le fondamentalisme religieux, comme l'ont démontré les Ayatollahs en Iran et le sionisme en Israël.

Les prolétaires qui expriment aujourd'hui leur colère en dehors de toute instrumentalisation religieuse, ne pourront rester à la longue dans cette situation. Même lorsque les régimes bourgeois traversent une grave crise politique comme c'est le cas en Egypte et en Tunisie (et demain peut-être au Maroc, en Jordanie, en Libye ou ailleurs), l'absence du parti de classe, armé du programme communiste révolutionnaire et déterminé à préparer les prolétaires à la future révolution anticapitaliste, les masses peuvent être «neutralisées» grâce à l'action toujours efficace de la démocratie, et si nécessaire en recourant à une alternative de type islamique.

Les prolétaires ont devant eux en effet trois possibilités: retomber dans le silence comme avant la révolte, avec une certaine liberté d'expression et d'organisation permises par une nouvelle légalité imposée par de nouvelles fractions bourgeoises avec l'accord de l'impérialisme; se faire représenter par des partis de type islamique qui, par leur dénonciation de la corruption et des mauvaises mœurs, réussiraient à capter le dégoût des masses envers les dirigeants actuels; ou alors prendre la voie de l'**organisation de classe**, pour la défense sans compromis de leurs intérêts immédiats, avec la perspective de renverser la société bourgeoise plongée dans la mercantilisation de tous les rapports

sociaux et humains existants.

Cette voie de la lutte de classe est sans aucun doute la plus difficile; elle semble la plus lointaine parce que dans la société bourgeoise la concurrence de tous contre tous pousse chaque individu à ne voir que soi, à ne penser qu'à ses besoins personnels (ou à ceux de sa famille) au détriment de ceux du voisin. Mais les prolétaires constituent une classe fondée sur des rapports de production et sociaux particuliers: ils sont la classe que les capitalistes doivent exploiter pour obtenir leurs profits; c'est la condition matérielle de **force de travail** salariée qui fait des prolétaires une classe où les individus ont les mêmes intérêts et ressentent le besoin de s'unir pour les défendre; c'est dans cette poussée matérielle, dans ce **mouvement de défense** que naît la solidarité et la conscience de posséder une force qui ne se limite pas à exprimer la colère, mais qui peut être organisée pour obtenir un avenir qui ne soit plus celui de l'exploitation éternelle par le capitalisme!

Les prolétaires européens, de leur côté, ont tout à perdre à se contenter de regarder passivement ce qui se passe sur l'autre rive de la Méditerranée; la révolte des prolétaires et des masses déshéritées du Maghreb et du Moyen-Orient les intéresse au premier chef: ce sont leurs frères de classe qui se révoltent, poussés par la faim et la misère, et si la répression triomphe une partie d'entre eux viendront chercher en Europe les possibilités de vie qu'ils n'ont plus chez eux, comme cela se passe depuis des décennies - nouvelle démonstration que la condition prolétarienne est la même partout. Le capitalisme ne

pourra pas ne pas utiliser ces nouveaux arrivants pour accroître la concurrence entre travailleurs; voilà pourquoi la révolte des masses d'outre Méditerranée intéresse directement les prolétaires européens. Les prolétaires sont les seuls qui n'ont rien à craindre de ces révoltes, qui n'ont aucune raison de redouter que l'incendie social ne touche les métropoles européennes. Ce sont les seuls parce qu'ils font partie de la même classe des travailleurs salariés, exploités par des capitaux appartenant au réseau d'intérêts qui lient les bourgeoisies les unes aux autres, et qui doit être combattu partout.

Mais pour qu'elle soit efficace, cette lutte doit s'affranchir des mythes d'une «démocratie» et d'un «légalisme» que tout bourgeois, tout capitaliste, sous la pression de la rue, est prêt à revendiquer contre d'autres bourgeois haïs et discrédités, quitte ensuite, le calme revenu, à les piétiner sans scrupule!

Les révoltes qui se succèdent dans les pays arabes donnent une leçon de lutte prolétarienne:

la voie à suivre pour les prolétaires des deux rives de la Méditerranée comme de tous les pays du monde, est la voie de la lutte de classe, de la lutte où les prolétaires se lèvent non en défense d'une mensongère démocratie bourgeoise, mais de leurs propres intérêts de classe, qui représentent aussi l'avenir de la société humaine car ils impliquent la fin du mode de production capitaliste et donc de toutes les oppressions sociales politiques économiques et militaires qui caractérisent la société bourgeoise.

30 / 01 / 2011

KARL MARX LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE

(EXTRAITS)

(Suite de la page 1)

(...) Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entraînait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.

Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient «A bas la corruption !», le peuple criait: «A bas les grands voleurs! A bas les assassins!» quand, en 1847, dans les théâtres les plus illustres de la société bourgeoise, on représentait publiquement les scènes mêmes qui conduisent, d'ordinaire, le lumpenprolétariat dans les bordels, dans les hospices et dans les maisons de fous, devant les juges, dans les bagnes et à l'échafaud.

La bourgeoisie industrielle voyait ses intérêts menacés, la petite bourgeoisie était moralement indignée, l'imagination populaire s'insurgeait, Paris était inondé de pamphlets: «La dynastie Rothschild», «Les Juifs, rois de l'époque», etc., où l'on dénonçait, flétrissait avec plus ou moins d'esprit, la domination de l'aristocratie financière. (...).

La **maladie de la pomme de terre** et les **mauvaises récoltes** de 1845 et de 1846 accentuèrent l'effervescence générale dans le peuple. Le renchérissement de la vie en 1847 provoqua en France comme sur tout le reste du continent des conflits sanglants. Face aux orgies scandaleuses de l'aristocratie financière, c'était la lutte du peuple pour les moyens d'existence les plus élémentaires ! A Buzançais, on exécuta les émeutiers de la faim, à Paris des escrocs repus étaient soustraits aux tribunaux par la famille royale!

Le second grand événement économique qui hâta l'explosion de la révolution fut une **crise générale du commerce et de l'industrie en Angleterre**. Déjà annoncée au cours de l'automne 1845 par la défaite massive des spéculateurs en actions de chemin de fer, enrayée pendant l'année 1846 par une suite de mesures discutables, telles que la suppression imminente des droits de douane sur les blés, elle fut finalement déclenchée dans l'automne de 1847 par les banqueroutes des grands marchands coloniaux de Londres, qui furent suivies de près par les faillites des banques provinciales et la fermeture des fabriques dans les districts industriels anglais. Les répercussions de la crise n'avaient pas encore cessé sur le continent qu'éclatait la révolution de Février.

Les ravages causés dans le commerce et l'industrie par la crise économique rendaient encore plus insupportable l'autocratie de l'aristocratie financière. L'opposition bourgeoise suscita dans toute la France l'**agitation des banquets** en faveur d'une **réforme électorale** qui devait lui conquérir la majorité dans les Chambres et renverser le ministère de la Bourse. A Paris, la crise industrielle avait encore pour effet particulière de rejeter sur le commerce intérieur une masse de fabricants et de gros commerçants qui, dans les conditions du moment, ne pouvaient plus faire d'affaires sur le marché extérieur. Ils créèrent de grands établissements dont la

concurrence causa la ruine d'une masse d'épiciers et de boutiquiers. D'où un nombre incalculable de faillites dans cette fraction de la bourgeoisie parisienne, d'où son action révolutionnaire en Février. On sait comment Guizot et les Chambres ripostèrent à ces propositions de réforme par un défi catégorique; que Louis-Philippe se décida trop tard à former un ministère Barrot; comment le peuple et l'armée en vinrent aux mains; comment celle-ci fut désarmée par suite de l'attitude passive de la garde nationale, comment la monarchie de Juillet dut céder la place à un Gouvernement provisoire.

Le **Gouvernement provisoire** issu des barricades de Février reflétait nécessairement dans sa composition les divers partis qui se partageaient la victoire. Il ne pouvait être qu'un **compromis entre les différentes classes** qui avaient renversé ensemble le trône de Juillet, mais dont les intérêts s'opposaient avec hostilité. Il était composé en **grande majorité** de représentants de la bourgeoisie. La petite bourgeoisie républicaine était représentée par Ledru-Rollin et Flocon; la bourgeoisie républicaine par les gens du National, l'opposition dynastique par Crémieux, Dupont de l'Eure, etc. La classe ouvrière ne possédait que deux représentants, Louis Blanc et Albert. Lamartine, enfin, dans le Gouvernement provisoire n'était là, au premier abord, pour aucun intérêt réel, pour aucune classe déterminée; c'était la révolution de Février elle-même, le soulèvement commun avec ses illusions, sa poésie, son contenu imaginaire et ses phrases. Mais au fond le porte-parole de la révolution de Février, par sa position comme par ses opinions, appartenait à la **bourgeoisie**.

Si Paris, par suite de la centralisation politique, domine la France, les ouvriers dominant Paris dans les moments de séismes révolutionnaires. La première manifestation d'existence du Gouvernement provisoire fut la tentative de se soustraire à cette influence prédominante en appelant de Paris enivré au sang-froid de la France. Lamartine contesta aux combattants des barricades le droit de proclamer la République, disant que seule la majorité des Français avait qualité pour le faire; qu'il fallait attendre leur vote, que le prolétariat parisien ne devait pas souiller sa victoire par une usurpation. La bourgeoisie ne permet au prolétariat qu'une **seule** usurpation: celle du combat.

Le 25 février, vers midi, la République n'était pas encore proclamée, mais, par contre, tous les ministères étaient déjà répartis entre les éléments bourgeois du Gouvernement provisoire et entre les généraux, banquiers et avocats du National. Mais, cette fois, les ouvriers étaient résolus à ne plus tolérer un escamotage semblable à celui de juillet 1830. Ils étaient prêts à engager à nouveau le combat et à imposer la République par la force des armes. C'est avec cette mission que Raspail se rendit à l'Hôtel de ville. Au nom du prolétariat parisien, il **ordonna** au Gouvernement provisoire de proclamer la République, déclarant que si cet ordre du peuple n'était pas exécuté dans les deux heures, il reviendrait à la tête de 200 000 hommes. Les cadavres des combattants étaient encore à peine refroidis, les barricades n'étaient pas enlevées, les ouvriers n'étaient pas désarmés et la seule force qu'on pût leur opposer était la garde nationale. Dans ces circonstances, les considérations politiques et les scrupules juridiques du Gouvernement provisoire s'évanouirent brusquement. Le délai de deux heures n'était pas encore écoulé que déjà sur tous les murs de Paris s'élevaient en caractères gigantesques: République française! Liberté, Égalité, Fraternité!

Avec la proclamation de la République sur la base du suffrage universel, s'effaçait jusqu'au souvenir des objectifs et des mobiles étroits qui avaient jeté la bourgeoisie dans la révolution de Février. Au lieu de quelques fractions seulement de la bourgeoisie, c'étaient toutes les classes de la société française qui se trouvaient soudain

projetées dans l'orbite du pouvoir politique, contraintes de quitter les loges, le parterre et la galerie pour jouer en personne sur la scène révolutionnaire! Avec la royauté constitutionnelle, disparaissaient également l'apparence d'un pouvoir public qui s'opposait arbitrairement à la société bourgeoise et toute la série de luttes secondaires qu'exige ce semblant de pouvoir!

En imposant la République au Gouvernement provisoire et, par ce dernier, à toute la France, le prolétariat se mettait immédiatement au premier plan en tant que parti indépendant; mais, du même coup, il jetait un défi à toute la France bourgeoise. Ce qu'il avait conquis, c'était le terrain en vue de la lutte pour son émancipation révolutionnaire, mais **nullement cette émancipation elle-même**.

Il fallait au contraire que la République de Février parût tout d'abord la domination de la bourgeoisie, en faisant entrer, à côté de l'aristocratie financière, toutes les classes possédantes dans la sphère du pouvoir politique (...); la République de Février fit apparaître la domination bourgeoise dans toute sa netteté, en abattant la Couronne derrière laquelle se dissimulait le capital.

De même que dans les journées de Juillet, les ouvriers avaient arraché par la lutte la **monarchie bourgeoise**, dans les journées de Février ce fut la République bourgeoise. De même que la monarchie de Juillet fut forcée de se présenter comme une **monarchie entourée d'institutions républicaines**, de même la République de Février dut se déclarer une **République entourée d'institutions sociales**. Le prolétariat parisien arracha également cette concession.

Un ouvrier, Marche, dicta le décret où le Gouvernement provisoire, à peine formé, s'engageait à assurer l'existence des travailleurs par le travail, à fournir du travail à tous les citoyens, etc. Et comme quelques jours plus tard il avait oublié ces promesses et semblait avoir perdu de vue le prolétariat, une masse de 20 000 ouvriers marcha sur l'Hôtel de ville aux cris de: «**Organisation du travail! Constitution d'un ministère spécial du Travail!**» A regret, et après de longs débats, le Gouvernement provisoire nomma une commission spéciale permanente chargée de **rechercher** les moyens d'améliorer la condition des classes laborieuses! Cette commission fut formée de délégués des corporations de métiers de Paris et présidée par Louis Blanc et Albert. On lui assigna le Luxembourg comme salle de séance. De cette façon, les représentants de la classe ouvrière

re étaient bannis du siège du Gouvernement provisoire, la partie bourgeoise de celui-ci conservait dans ses seules mains le pouvoir d'État réel et les rênes de l'administration, et **à côté** des ministères des Finances, du Commerce, des Travaux publics, **à côté** de la Banque et de la Bourse, s'élevait une **synagogue socialiste** dont les grands prêtres, Louis Blanc et Albert, avaient pour tâche de découvrir la terre promise, de proclamer le nouvel évangile et d'occuper le prolétariat parisien. A la différence de tout pouvoir d'État ordinaire, ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucun pouvoir exécutif. C'est avec leur tête qu'ils devaient renverser les piliers de la société bourgeoise. Pendant que le Luxembourg cherchait la pierre philosophale, on frappait à l'Hôtel de ville la monnaie ayant cours.

Et cependant, les revendications du prolétariat parisien, dans la mesure où elles dépassaient la République bourgeoise, ne pouvaient acquiescer d'autre existence que la vie nébuleuse du Luxembourg.

C'est conjointement avec la bourgeoisie que les ouvriers avaient fait la révolution de Février; c'est **aux côtés** de la bourgeoisie qu'ils cherchèrent à faire prévaloir leurs intérêts, de même que c'était à côté de la majorité bourgeoise qu'ils avaient installé un ouvrier dans le Gouvernement provisoire même. **Organisation du travail!** Mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise actuellement existante du travail. Sans lui, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise. **Un ministère spécial du Travail!** Mais les ministères des Finances, du Commerce et des Travaux publics ne sont-ils pas les ministères du Travail bourgeois? **A côté d'eux**, un ministère **prolétarien** du Travail ne pouvait être qu'un ministère de l'Impuissance, un ministère des Voeux Pieux, une commission du Luxembourg. Tout comme ils croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, les ouvriers pensaient pouvoir accomplir une révolution prolétarienne à l'intérieur des frontières nationales de la France, à côté des autres nations bourgeoises. Mais les rapports de production de la France sont déterminés par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ce dernier. Comment la France les briserait-elle sans une guerre révolutionnaire européenne, ayant son contrecoup sur l'Angleterre, le despote du marché mondial?

(A suivre)

Italie: Victoire du référendum patronal chez FIAT

Marchione, le Carlos Ghosn italien, a été nommé PDG de FIAT pour faire ce que le français a pour l'instant réussi avec Renault: «sauver» cette gigantesque entreprise automobile en difficulté dans une compétition internationale sans merci, tout en la développant à l'échelle internationale; il a ainsi mis en bonne partie la main sur Chrysler, avec l'aide du gouvernement Obama qui avait volé au secours des grandes entreprises automobiles américaines en faillite, et développe la production de FIAT dans des pays comme le Brésil. Mais pour son développement international, FIAT a besoin d'accroître ses profits en Italie, où comme dans les autres pays producteurs traditionnels, la crise a fait des ravages: en dix ans (de 1999 à 2009, derniers chiffres connus) la production automobile, tous véhicules confondus, y a reculé de 50,4% (le recul étant de 56% aux Etats-Unis, de 51% au Canada, de 45% en Grande-Bretagne, de 35% en France, de 24% en Espagne, de 20% au Japon et de 8% en Allemagne, alors que la production augmentait dans le même temps de 16,5% en Corée du Sud, de 135% au Brésil, de 221% en Inde, de 653% en Chine, le record pour les pays produisant plus d'un million de véhicules revenant à l'Iran avec 1072% de hausse!).

La direction de Fiat s'était d'abord attaquée aux ouvriers de son usine de Pomigliano, dans la région de Naples. Se plaignant d'un manque de rentabilité de l'établissement elle avait menacé de le fermer, sauf si les ouvriers acceptaient une augmentation de la charge de travail et renonçaient à un certain nombre d'acquis existant dans la convention collective en vigueur. Un référendum était organisé, ou sous la pression du chantage à l'emploi exercé par la direction et les syndicats les plus collaborationnistes, les travailleurs acceptèrent bon gré mal gré les exigences patronales. Marchione avait juré qu'il s'agissait d'une «mesure exceptionnelle», imposée par les conditions très difficiles où se trouvait l'établissement.

Mais fort de son succès à Pomigliano, il ne se passa que quelques mois avant qu'il ne réitérât la même attaque, cette fois-ci, contre les travailleurs de Mirafiori, l'usine historique de FIAT à Turin, le Billancourt italien. En préparation de son attaque qui coïncidait avec une opération boursière, FIAT avait rompu avec la Confindustria, l'organisation patronale signataire de la convention collective de la métallurgie; aux ouvriers de Mirafiori Marchione affirma que s'ils n'acceptaient pas par référendum de renoncer à la convention collective en vigueur et d'accepter toute une série d'aggravations de leur condition de travail, il abandonnerait l'usine, préférant produire aux Etats-Unis où les travailleurs et les syndicats étaient plus «responsables»!

FIAT ...

Le chantage du patron de FIAT était soutenu non seulement par le gouvernement Berlusconi et par les mêmes syndicats ultra-collaborationnistes, mais même implicitement par le principal parti d'opposition, le Parti Démocrate, le successeur du PC Italien! Seule la Fiom - la branche métallurgie de la CGIL, équivalent italien de la CGT - appelait, comme à Pomigliano, à voter non, au nom de la démocratie et du refus du «fascisme» (!) de la direction, en réalité parce qu'elle va perdre dans l'affaire son statut de **partenaire social**.

Finalement le référendum a connu une participation de 95% des 5500 salariés et il s'est soldé par la victoire du oui à 54%. Mais cette victoire patronale n'est pas si pesante qu'il paraît étant donné la force du chantage exercé, surtout si on considère que seuls 16% des ouvriers de Mirafiori sont adhérents à la Fiom; la proportion du non a d'ailleurs été nettement plus importante parmi les ouvriers que parmi les employés et cadres de l'entreprise.

Cependant l'important dans ce référendum est ce qu'il montre de la politique suivie par le principal groupe industriel italien, qui depuis toujours donne le la aux relations des autres capitalistes du pays avec les prolétaires. Les accords de Pomigliano et Mirafiori (que quelques jours plus tard la direction de FIAT a annoncé vouloir imposer à ses autres établissements) ont comme objectif de remettre en cause le mécanisme traditionnel de la collaboration que les syndicats tricolores ont assuré au capitalisme italien depuis la dernière guerre. Cette collaboration de classe, héritée de l'union sacrée de la Résistance, était absolument nécessaire pour la reconstruction d'après-guerre; pour pouvoir fonctionner il fallait une base matérielle de réformes sociales (les fameux *amortisseurs sociaux*) comme le fascisme l'avait fait. En 1943-1944, en pleine guerre, le prolétariat italien avait donné des signes de reprise de ses traditions de lutte classistes; après la chute de l'appareil répressif fasciste, le rôle du collaborationnisme syndical et politique (essentiellement des staliniens du PC et de la CGIL) était absolument crucial pour détourner la classe ouvrière de la lutte de classe, en s'appuyant sur les miettes que pouvait concéder la bourgeoisie.

Chez FIAT la tradition du syndicalisme corporatiste fasciste s'est poursuivie après la guerre par l'intermédiaire de syndicats-maisons. Ce n'est qu'après les luttes ouvrières de 68 que les syndicats tricolores comme la CGIL y remplacèrent ces vieux syndicats ultra-corrompus; à l'échelle nationale des nouvelles lois sur la représentation syndicale et différentes mesures sociales instituèrent leur rôle collaborationniste dans une situation d'agitation sociale plus marquée qu'auparavant. Mais dès la fin des années soixante-dix, après l'éclatement de crises économiques générales (à commencer par celle de 1975), la bourgeoisie commença à passer à l'offensive pour reprendre un certain nombre d'«avantages» accordés précédemment aux prolétaires et pour intensifier l'exploitation capitaliste. Pour en rester à FIAT, cette entreprise qui comptait 120.000 salariés en Italie au début des années 80 (dont 60.000 à Mirafiori), n'en a plus qu'environ 60.000 aujourd'hui, bien qu'entre-temps elle a absorbé d'autres entreprises comme Alfa-Roméo, Lancia, Autobianchi, etc. Sans le rôle des syndicats et des partis réformistes, FIAT n'aurait pas réussi à réaliser son développement international et à surmonter ses différentes crises, pendant lesquelles il a obtenu à volonté des subventions étatiques.

Aujourd'hui la direction de FIAT et ses alliés bourgeois se vantent du «tournant historique» qui consisterait à avoir plié les syndicats à l'objectif de la productivité maximum de la force de travail; en fait il s'agit d'avoir fait abandonner aux prolétaires, non les positions de classe qu'ils avaient dans les années vingt, mais les positions réformistes qui assuraient leur paralysie en contrepartie de quelques concessions.

C'est en réalité un processus en cours depuis des années et qui s'est manifesté et se manifeste par une dégradation continue des conditions de vie et de travail des ouvriers, par une précarisation toujours croissante de la situation prolétarienne. La responsabilité non seulement des syndicats réformistes clas-

siques mais aussi des syndicats dits alternatifs (type COBAS) qui maintiennent les luttes dans le cadre démocratique des mécanismes légaux de négociations, institués précisément pour paralyser la force du prolétariat, est énorme à cet égard. Que pouvaient faire les ouvriers de Mirafiori en l'absence d'organisation de classe? Le chantage à l'emploi a toujours été une des armes les plus efficaces des patrons; la majorité qui a voté oui, même à contrecœur, pense avoir sauvé son emploi. Mais à quel prix et pour combien de temps? L'exemple en France de Continental montre que la soumission aux chantages patronaux est toujours un marché de dupes: les travailleurs de FIAT s'en apercevront bien vite. Les travailleurs ne pourront pas ne pas se révolter contre la situation qui leur est faite, ils ne pourront pas ne pas se lancer dans la lutte de résistance quotidienne contre les patrons, lutte qui jouera le rôle d'école de guerre de classe contre le système capitaliste tout entier.

La leçon que les prolétaires devront tôt ou tard tirer de l'épisode FIAT et du «tournant historique» que ses patrons veulent imposer est en substance celle-ci:

- **Rompres complètement avec les pratiques et les politiques du collaborationnisme syndical et politique**, c'est-à-dire avec la politique de conciliation entre les classes.

- **Lutter sur le terrain de l'affrontement ouvert entre capitalistes et prolétaires**, en adoptant les méthodes et les moyens de la

lutte de classe.

- **Défendre exclusivement les intérêts ouvriers** contre toute attaque bourgeoise.

- **Combattre la concurrence entre prolétaires**, en prenant conscience d'être membres de la même classe au delà des divisions d'âge, de sexe, de conviction politique, d'appartenance religieuse, de nationalité, d'emploi ou de chômage.

- **Revendiquer des objectifs unifiants** les travailleurs des différentes entreprises et secteurs pour surmonter le localisme et le corporatisme

- **S'organiser sur des bases de classe**, dans la perspective de reconstituer une organisation ouvrière classiste, sans aucun lien avec des institutions étatiques ou des associations patronales.

Surmonter l'oubli des positions de classe au cours de toutes ces décennies ne sera pas facile; il ne suffira pas de lutter pour des revendications immédiates exclusivement ouvrières et avec des méthodes de classe. Mais c'est une nécessité incontournable pour que le prolétariat soit capable d'aller plus loin, vers la lutte révolutionnaire, grâce à la seule chose qu'il possède dans cette société, en tant que classe historique, donc comme parti de classe: la théorie révolutionnaire, le **marxisme**, c'est-à-dire le programme d'un mouvement révolutionnaire que la classe prolétarienne sera appelée à mettre en oeuvre par l'évolution même des contradictions dramatiques du capitalisme.

Espagne:

La réquisition des contrôleurs aé riens montre ce que la bourgeoisie réserve aux prolétaires en lutte

De l'aube du vendredi 3 décembre jusqu'au samedi 4, l'Unité Militaire d'Urgence, sur ordre du gouvernement espagnol, sortait de ses casernes, prenait les principaux aéroports du pays (Madrid, Canaries, Séville et Barcelone) et mettait ainsi fin par la force à la grève sauvage des contrôleurs aériens. Pendant ce temps la police encerclait une réunion que les représentants de ces derniers orga-

nisaient dans un hôtel de Madrid. Face à la résistance de ces travailleurs à ses mesures anti-prolétariennes, la bourgeoisie espagnole avait ainsi recours à la militarisation et à la prison pour les soumettre. C'est un avertissement à tous prolétaires: «où vous acceptez pacifiquement et démocratiquement la détérioration de vos conditions de vie, ou elle vous sera imposée par la force».

Il y a plus de 6 mois que le gouvernement socialiste, avec le soutien de tous les partis parlementaires, a commencé à imposer une série de réformes sur le marché du travail qui affectent les salaires (baisse de 5% des salaires des fonctionnaires), les indemnités de chômage (suppression des 420 euros aux chômeurs de longue durée), aux conditions des contrats et des conventions collectives (diminution du coût des licenciements, extension de la possibilité de suspendre temporairement les accords collectifs, etc.); depuis ce moment le bien commun et le soi-disant effort collectif pour sortir le pays de la crise ont été les arguments de la propagande utilisée pour faire passer toutes cette batterie de mesures anti-ouvrières et empêcher toute résistance à l'aggravation de la situation de la classe ouvrière qu'elles impliquent.

La crise capitaliste touche le monde entier, mais elle se fait ressentir de façon particulièrement dure en Espagne, où le boom économique qui a commencé au milieu des années 90 était basé sur le secteur immobilier et sur le développement fulgurant du système financier. L'effondrement en 2008 des illusions (qui se répètent dans le système capitaliste à chaque poussée de la production) d'une progression illimitée et sans secousse apparente de la croissance a mis la bourgeoisie dans une situation délicate dont elle ne peut sortir qu'en faisant retomber le poids de l'effort nécessaire sur le dos de la classe ouvrière; c'est-à-dire en appliquant une série de mesures, de réformes et de lois pour accroître l'exploitation des travailleurs et ainsi satisfaire le besoin permanent de profit de la classe bourgeoise. Dans le système capitaliste, c'est la classe ouvrière, la classe des *sans-réserves*, de ceux qui ne possèdent rien d'autre que sa force de travail, qui produit toute la richesse sociale. Cette richesse, régie par les lois sacro-saintes de la propriété privée, consiste en l'augmentation du capital, que, cyniquement, le système statistique de la classe exploitatrice appelle croissance du Produit Intérieur Brut. Quand la crise frappe les bénéficiaires, quand le taux de profit obtenu par la bourgeoisie n'est plus suffisant pour maintenir la rentabilité de ses

entreprises et de sauvegarder son rang dans la concurrence internationale, il n'y a plus d'autre solution que d'aggraver les conditions dans lesquelles cette richesse est produite: diminuer le salaire de la journée de travail, augmenter le temps de travail sans payer d'heures supplémentaires, augmenter l'intensité du travail dans des conditions plus mauvaises, licencier, sanctionner... Voilà ce que signifient les mesures prises par le gouvernement socialiste qui, d'un autre côté, ont été accompagnées d'une diminution progressive des impôts payés par les entreprises, d'une augmentation des impôts indirects qui retombe particulièrement sur la classe ouvrière, etc.

Un telle situation ne peut pas ne pas entraîner le mécontentement des prolétaires. L'augmentation continue de l'exploitation et la dégradation progressive de leurs conditions de vie ont inévitablement suscité des réactions plus ou moins organisées pour essayer de les empêcher. Les occupations et les affrontements avec la police des mineurs de León, la grève sauvage, sans service minimum, des travailleurs du métro de Madrid ou les troubles de Barcelone, Séville et Madrid lors de la grève générale du 29 septembre ont été des tentatives de rébellion de petits secteurs du prolétariat espagnol contre les attaques bourgeoises du gouvernement. Mais ces réactions ont été limitées et déviées dès le départ: la direction et le contrôle exercés sur elles par la politique interclassiste des syndicats collaborationnistes barre la voie de la lutte de classe et détourne la lutte dans des directions étrangères aux nécessités du combat intransigeant pour le défense des intérêts prolétariens. Véritables *lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers*, ces syndicats tricolores s'emploient à soumettre les prolétaires à la méthode démocratique et interclassiste qui appelle en permanence à temporiser, à supporter et à accepter toutes les attaques au nom d'un intérêt supérieur commun à toutes les classes, au nom de la défense de l'économie et de la patrie, devant quoi tous les «intérêts particuliers» devraient être mis de côté.

Cela a été la ligne suivie par les grandes

«Il Comunista» - n° 119

Dicembre 2010 /Gennaio 2011

Nell'interno

- Tunisi, Algeri, Il Cairo... Le mobilitazioni di massa non cambiano il corso del dominio capitalistico e delle manovre imperialistiche che temono solo una cosa: la lotta di classe proletaria, indipendente e internazionalista
- Fiat Mirafiori: l'accordo strangola-operai
- 90 anni fa, a Livorno, nasceva il Partito Comunista d'Italia, sezione dell'Internazionale Comunista
- Gran Bretagna, Grecia, Italia. Lotte degli studenti e disagio sociale
- I proletari immigrati lottano per essere riconosciuti lavoratori alla pari dei proletari italiani
- Il compito del partito di classe (Rosa Luxemburg)
- Sahara Occidentale: Massacro nell'accampamento saharawi di Gdaim Izikpor
- Appunti sulla popolazione del Sahara occidentale e sulla sua autodeterminazione
- Il proletario - N° 10
- Fiat Mirafiori: l'accordo del 23 dicembre
- La rivolta delle masse disoccupate e affamate, dalla Tunisia e Algeria, si estende all'Albania
- Alluvioni e frane: la politica capitalistica della sciagura

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50FS.

(et moins grandes) centrales syndicales; jusqu'il y a encore quelques mois elles refusaient absolument une grève générale, même limitée à 24 heures et annoncée suffisamment longtemps à l'avance pour que les capitalistes prennent leurs dispositions afin de ne pas en être gênés, en expliquant qu'une grève ne pouvait résoudre les problèmes du pays. Comme si les problèmes étaient les mêmes dans tout le pays, comme si dans ce pays, comme dans tous les pays capitalistes, il n'y avait pas de classes sociales aux intérêts différents et en guerre permanente!

D'autre part ces agents de la bourgeoisie s'efforcent de préparer le sabotage pratique et effectif des luttes prolétariennes qu'ils ne peuvent pas empêcher, en soumettant les grèves aux exigences de l'entreprise et de la production, faisant en sorte qu'elles troublent le moins possible le fonctionnement normal de l'économie, les laissant sans défense face à la répression, et de manière générale refusant d'utiliser les moyens et les méthodes qui s'attaquent réellement aux intérêts patronaux.

Le contrôle idéologique et pratique que la bourgeoisie exerce sur les prolétaires s'articule fondamentalement autour de la politique défaitiste de syndicats jaunes qui dominent, passivement ou activement selon les moments, la force de la classe ouvrière; mais quand cette ressource du pouvoir de classe devient impuissante, quand la riposte directe de certains secteurs prolétariens devient inévitable en raison de la violence de l'attaque, la classe bourgeoise montre son autre visage et la vraie nature du soi-disant intérêt général: la répression ouverte contre les travailleurs qui oseraient s'opposer aux mesures économiques nécessaires au capitalisme.

C'est ce qui s'est passé avec les contrôleurs aériens. Après la promulgation de mesures qui signifiaient une baisse de 50% de leurs salaires, venant après des mois où ils avaient supporté une dégradation quasi continue de leurs conditions de travail sous le prétexte qu'ils étaient des travailleurs privilégiés, ils ont réagi par une grève sauvage, sans

(Suite en page 8)

Luttes étudiantes en Grèce, Grande-Bretagne, Italie

L'avenir ne réside pas dans la garantie d'une culture universitaire, mais dans le combat pour renverser le capitalisme et le pouvoir politique bourgeois

Il y a déjà plusieurs mois les étudiants grecs à Athènes et Salonique ont commencé à réagir aux mesures draconiennes prises par le gouvernement pour éviter la banqueroute. Les puissances européennes et internationales les plus fortes sont venues au secours du gouvernement grec, en l'obligeant à prendre des mesures d'austérité qui reviennent en définitive à extorquer aux prolétaires grecs pendant des décennies une masse plus grande et croissante de plus-value.

Mais ces mesures ne frappent pas seulement les prolétaires; elles touchent aussi les couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie, ainsi que leurs enfants qui comptent avoir une position sociale privilégiée grâce à leurs diplômes, ou, en tout cas, éviter le risque de la prolétarisation et du chômage.

En Italie les étudiants se sont mis aussi en lutte pour revendiquer la garantie que leurs diplômes leur assurent la promotion sociale à laquelle ils aspirent. Par des manifestations, des occupations d'écoles et d'universités, ils s'opposent aux mesures gouvernementales de réforme de l'enseignement qui visent à fournir aux futurs prolétaires uniquement l'éducation de base nécessaire pour pouvoir être exploités, réservant à des couches très sélectionnées de privilégiés la formation leur permettant d'intégrer la classe dirigeante. Les ressources financières destinées à l'Instruction publique et à la culture seront dirigées vers des établissements privés et les canaux de propagande du régime, mettant en pleine lumière les véritables intérêts de classe de la bourgeoisie.

Il n'y a pas de différence fondamentale entre la «réforme» de droite et les projets de gauche, tous les deux répondant aux exigences de la valorisation du capital; la différence réside dans le fait que les partis de gauche voudraient que le rythme des réformes soit plus lent et graduel pour que les prolétaires puissent s'habituer à leur appauvrissement culturel généralisé et à leur marginalisation de la vie politique et sociale, alors que le gouvernement de droite veut faire au plus vite, suivant le précepte bourgeois: le temps c'est de l'argent!

En novembre-décembre ce sont les étu-

dants britanniques qui se sont mobilisés et qui ont affronté la police, allant - horreur! - jusqu'à s'en prendre à la Rolls-Royce du prince Charles qui croyait pouvoir tranquillement circuler dans les rues du centre de Londres... Ils protestent contre le triplement des frais universitaires décidé par le gouvernement (avec le prétexte grotesque de fournir une aide aux étudiants méritants), augmentation d'autant plus dure à accepter que le parti Libéral qui fait partie de la coalition gouvernementale et qui a recueilli les suffrages de larges secteurs de la petite-bourgeoisie, avait promis lors de sa campagne électorale de ne pas augmenter ces frais! La bourgeoisie britannique, elle aussi poussée par l'urgence de combler les déficits causés par la crise, adopte la même ligne de «réforme» réservant toujours davantage aux rejetons de la bourgeoisie les degrés supérieurs de l'enseignement.

Alors que les gouvernants de Westminster font voter leurs lois anti-crise et que les Travaillistes ne sont même pas capables de jouer la comédie de l'opposition résolue, les couches petites bourgeoises manifestent leur colère de ne plus être protégés et garantis par la grande bourgeoisie qui tient les cordons de la bourse. Redoutant d'être précipitées dans les conditions de vie des prolétaires, elles s'attaquent aux symboles du pouvoir politique qui les aurait «trahies». L'enracinement dans l'idéologie bourgeoise de la «professionnalisme», de la «spécialisation», de l'«excellence» qui forme le noyau d'une culture vouée à servir les exigences du capitalisme, pousse les étudiants à défendre les revendications de «démocratisation» de l'enseignement, d'investissements accrus dans l'école publique, de développement de la «recherche», de participation à la gestion et à la définition de l'orientation de l'enseignement, etc.

Impuissants à sortir d'un millimètre du cadre des lois objectives du capitalisme, ils ne font que reprendre des orientations qui ne vont pas au delà des exigences de la conservation sociale. L'école et l'université actuelles sont des institutions de la société capitaliste, soumises comme les autres aux aléas de l'évolution économique et n'échap-

pant pas aux difficultés et aux contradictions qui éclatent lors des crises. La surproduction ne concerne pas que les marchandises «matérielles»; elle concerne aussi la marchandise force de travail prolétarienne, mais également les diplômés, futurs agents de l'encadrement de cette force de travail, cadres ou responsables divers de la société bourgeoise.

En période de crise, les prolétaires sont jetés en masse à la rue, en même temps que sont détruites les marchandises et les forces de production en surnombre; les couches petites-bourgeoises sont, elles aussi, frappées pour sauver les profits des entreprises capitalistes les plus fortes. Précipitées ou menacées d'être précipitées dans les rangs du prolétariat, elles n'ont en réalité d'autre perspective que de lutter contre le capitalisme, en rejoignant la lutte prolétarienne de classe.

Les étudiants en tant que tels ne sont pas une classe particulière de la société bourgeoise; faisant partie dans leur majorité des couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie (ou candidats à en faire partie pour la minorité issue du prolétariat), ils témoignent par leurs luttes des contradictions accrues qui traversent la société.

Les marxistes ne peuvent ni ne doivent se désintéresser des luttes de la jeunesse scolarisée en général, ni des luttes étudiantes en particulier.

Mais il leur faut combattre l'illusion petite-bourgeoise selon laquelle une «démocratisation» ou une restructuration de l'Enseignement pourrait permettre aux élèves et aux étudiants dans leur majorité d'échapper à l'exploitation, au chômage, à la prolétarisation; il leur faut dénoncer comme réactionnaire la revendication de «l'égalité des chances» agitée par tous les réformistes et les démocrates, qui n'est rien d'autre que l'idéalisation de la règle bourgeoise de la concurrence généralisée, de la guerre de tous contre tous.

La perspective communiste n'est pas la réforme de l'école et de l'université, pas plus que la réforme des autres institutions bourgeoises et de l'Etat, mais leur destruction. L'adversaire des jeunes scolarisés est le capitalisme qui, de crise en crise, accroît l'ex-

ploitation, l'oppression et la répression et qui se dirige inexorablement vers une nouvelle guerre mondiale. Plus tôt les jeunes s'en apercevront et plus tôt ils comprendront que seule la reprise de la lutte de classe prolétarienne peut s'opposer à ce destin que le capitalisme réserve à l'humanité.

Le malaise social est réel, mais les manifestations étudiantes mettent spectaculairement en lumière la paralysie d'une classe ouvrière intoxiquée par des décennies de démocratie et de promesses de bien-être.

Il n'y a donc pas de tâche plus urgente que le travail pour la reprise de la lutte de classe, pour la constitution du prolétariat en classe, donc en parti (*Le Manifeste*); que le travail pour la constitution du parti communiste révolutionnaire qui dirigera la lutte prolétarienne vers la prise du pouvoir et la destruction de l'Etat bourgeois et de ses diverses institutions, permettant au prolétariat de se constituer en classe dominante et ouvrant la voie à la transformation sociale qui débouchera sur la société communiste sans classe.

C'est à cette tâche que nous appelons jeunes et moins jeunes à consacrer leurs énergies au lieu de les dépenser en vain à la poursuite des chimères du réformisme.

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4e liste 2010

Aix: 81,00 / En mémoire de JP: 300,00 / Georg: 10,00 / Raymond: 100,00 / Valence: 450,00 / V., pour la presse: 20,00 / Paris: 600,00

Total liste: 1552
Total général 2010: 4828,67

1e liste 2011

Anon, pour la presse: 20,00 / Daniel: 7,50 / Foix: 7,50 / Joël: 30,00 / Paris: 300,00 / Père Duchesne: 43,00

Total liste: 408

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France:
NOUVELLE ADRESSE:
PROGRAMME, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «proletaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.

Espagne:

La réquisition des contrôleurs aériens montre ce que la bourgeoisie réserve aux prolétaires en lutte

(Suite de la page 7)

préavis, sans service minimum, sans recours à des médiateurs de l'entreprise ou de l'Etat: le vendredi 3 décembre la majorité des contrôleurs des principaux aéroports tout simplement ne vinrent pas travailler. Alors que le principal syndicat, connu pour son corporatisme et sa pratique de briseur de grève et de soumission aux intérêts patronaux et étatiques appelait au calme, la grève était totale dans les tours de contrôle.

La réponse de l'Etat, ce conseil d'administration de la classe bourgeoise, a été foudroyante: passage des aéroports sous contrôle militaire, imposition de la loi martiale aux contrôleurs et conseils de guerre pour les irréductibles.

La grève était brisée; le travail reprit, tandis que s'annonce la répression contre ceux qui ont participé à la lutte.

Mais pour la classe prolétarienne, les leçons à tirer sont claires. En premier lieu il n'y a plus d'équivoque sur la nature des réformes économiques de la bourgeoisie: l'intérêt général de la nation exige les plus grands sacrifices pour les prolétaires et si ceux-ci ne les acceptent pas, toute la force de la nation, c'est-à-dire de l'Etat de classe érigé pour maintenir et défendre les intérêts bourgeois, sera employée contre les rebelles; la démocratie se complète avec les fusils et les prisons. Il n'y a pas de doute qu'une grève sauvage durant l'un des pures les plus importants de l'année frappe durement les intérêts des entreprises du tourisme, mais cela n'a pas été la cause principale de la militarisation des aéro-

ports; il aurait suffi d'avoir recours contre les grévistes au délit de sédition existant dans le code pénal.

L'important pour la bourgeoisie était de montrer toute la force qu'il est possible d'employer contre les prolétaires qui n'acceptent pas sans broncher ce qu'on leur impose, surtout au moment ou face à l'éventualité d'une aide économique européenne, l'Espagne doit démontrer qu'elle exerce toujours un contrôle social suffisant pour offrir des garanties solides de solvabilité.

En second lieu, l'action combinée de la répression militaire et de la pression démocratique des médias, de la dite «opinion publique», des partis politiques de la bourgeoisie et des syndicats vendus à celle-ci, montre que toute la puissance de la cohésion sociale et de l'Etat de droit se tourne contre les prolétaires pour préparer leur défaite en calomniant, en injuriant, en accusant les grévistes d'être des privilégiés... La division entre les prolétaires, le maintien de la concurrence au sein de la classe ouvrière pour rendre impossible la solidarité de classe et le soutien entre les différents secteurs prolétariens, contribuent à isoler et à désarmer ceux qui se lancent dans la défense des intérêts prolétariens, même si c'est dans le cadre limité d'une revendication partielle.

Enfin la grève des contrôleurs aériens montre la nécessité vitale pour le prolétariat de retrouver les moyens et les méthodes classistes pour sa lutte contre les patrons et leur Etat. La grève sans préavis, sans service minimum, est l'arme par excellence pour attaquer les intérêts bourgeois. Mais il faut

préparer la grève, prévoir la répression et les difficultés qui apparaîtront sur la voie de la reprise de la lutte de classe.

C'est pourquoi il est indispensable que le prolétariat rompe avec la politique interclassiste, jaune, opportuniste et défaitiste des directions syndicales, qu'il reconstitue ses organisations de lutte, indépendantes de tout intérêt autre que prolétarien, donc guidées uniquement par la nécessité de lutter pour des objectifs de classe sans compromis avec les intérêts de l'entreprise ou de l'économie nationale.

C'est seulement ainsi que le prolétariat pourra sortir de la crise politique et organisationnelle où l'ont conduit des décennies de soumission aux besoins du capital et faire front aux conséquences de la crise que la bourgeoisie veut lui faire payer. Ce n'est que sur le terrain de la lutte de classe que peut s'affirmer une solidarité prolétarienne capable d'appuyer les luttes partielles et sectorielles et de résister à l'inévitable répression bourgeoise, y compris après la fin de la grève.

Défense intransigeante de la lutte prolétarienne!

Unité de classe, sans distinction entre travailleurs du public et du privé, autochtones ou immigrés, sans distinction de sexe, d'âge ou d'origine!

Solidarité de classe contre la répression bourgeoise!

Pour la lutte avec des méthodes et des moyens de classe!

Pour l'organisation de la classe prolétarienne indépendante des intérêts bourgeois de l'entreprise et du pays!

Pour la reprise de la lutte de classe!

6 décembre 2010